

No. _____

CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

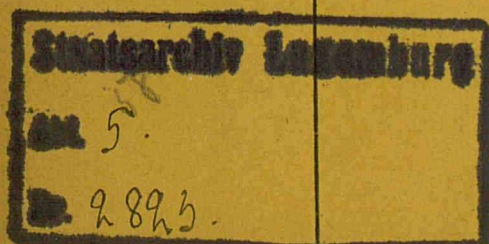
Trzyet de loi

Concernant

l'appropriation resp. l'agrandissement de la Maison
de santé d'Etzelbrück.

1901/37.

Bb. Jr. District. Reford, Charn & Schleper.



GRAND-D
de
LUXEMB
DIVISI
de la
JUSTI

N^o 37

pl. ANNEX

194

A

Monsieur le R

LUXE

GRAND-DUCHÉ
de
LUXEMBOURG.

DIVISION
de la
JUSTICE.

N^o 3728
75/95

Monsieur le Président,

pl. ANNEXES

1949.

J'ai l'honneur de soumettre à l'avis du Conseil d'Etat un projet de loi concernant l'appropriation resp. l'agrandissement de la Maison de santé d'ETTELBRUCK. Cette question, qui est en instruction depuis tantôt vingt ans, et dont se sont occupées successivement une commission parlementaire, et ensuite une commission nommée par le Gouvernement, n'est pas restée entière, mais a reçu à la suite des rapports faits et avis émis par ces différentes commissions des solutions partielles, qui, en faisant disparaître pour le moment les inconvénients signalés les plus rigoureux, permettaient de vouer à la question principale, et dominante, la réorganisation de la Maison de santé, tous les soins et les loisirs nécessaires que la solution d'une question aussi grave comportait.

C'est ainsi qu'ensuite du rapport de la commission parlementaire, l'orphelinat, qui se trouvait à ETTELBRUCK, a été colloqué au RHAM; c'est ainsi encore que peu de temps après, les infirmes, qui eux aussi étaient reçus

A

Monsieur le Président du Conseil d'Etat,

à

LUXEMBOURG.

à l'hospice central, ont été hospitalisés dans un des pavillons du RHAM. Ces mesures ont eu pour conséquence de dégager complètement les bâtiments de l'hospice central, qui, à partir de ce moment, ont été exclusivement réservés pour y soigner des malades d'esprit.

On serait autorisé à admettre alors que les quatre pavillons d'ETTELBRUCK, qui, en 1886, donc avant les translations ci-dessus reprises, hébergeaient 426 hospitalisés, dont 263 aliénés seulement, devaient suffire en toutes circonstances pour y recevoir les malades d'esprit et pour leur assurer un séjour dans des conditions hygiéniques et de nature à hâter leur guérison, si celle-ci était encore possible.

Malheureusement les faits ont démenti cette conjoncture; car, depuis 1886, le nombre des colloqués a été toujours en augmentant, suivant une progression inquiétante, au point d'atteindre pour les deux dernières années une moyenne constante de 424 colloqués. C'est le même nombre que celui accusé en 83 et 86, et qui a provoqué alors le déplacement au RHAM des orphelins et des infirmes, les locaux d'ETTELBRUCK étant insuffisants. La conclusion qu'il doit en être ainsi aujourd'hui, s'impose donc et, à fortiori, vu la nature spéciale des affections traitées aujourd'hui à cet établissement.

Ce point acquis et l'insuffisance des locaux à l'hospice d'ETTELBRUCK reconnue, on s'est demandé, s'il fallait procéder par voie d'agrandissement de l'ancien établissement, ou bien, en présence des critiques violentes,

mais non justifiées soulevées, abandonner ces bâtiments et reconstruire ailleurs un refuge nouveau. Toutes les Commissions entendues ont exprimé implicitement et explicitement ^{Envis} l'avis qu'il fallait procéder par voie d'agrandissement, les 4 pavillons construits pouvant être utilisés après de légères modifications. Cette appréciation a été toujours partagée par le Gouvernement, et elle a été confirmée par un architecte spécialiste, qui démontre par les plans soumis que ces pavillons peuvent être aménagés à peu de frais d'après les principes les plus modernes admis dans les établissements similaires. Ils serviront alors comme première station des malades entrant à l'établissement/AUFNAHMESTATION/, et, pour le surplus, comme station fermée dans laquelle seront colloqués les malades turbulents et ceux, dont les instincts pervers ne permettent pas de les laisser jouir de la demi-liberté dont jouiront les malades paisibles colloqués dans les nouveaux pavillons à construire.

Ceci admis, se présentait une autre difficulté, qui résulte des conditions spéciales, dans lesquelles fonctionne notre maison de santé. En BELGIQUE, en FRANCE et en ALLEMAGNE, il existe à côté des établissements publics de l'Etat, des provinces ou des agglomérations communales, des établissements privés qui, à frais réduits, reçoivent les malades reconnus incurables, soignés jusqu'à ce moment dans les établissements publics. Aussi le nom de „PFLEGE U. HEILANSTALT“ admis dans la province rhénane pour les établissements publics n'est vrai que

sous réserve, attendu que le plus grand nombre des malades incurables est placé même par l'administration provinciale dans ces établissements privés. Chez nous, au contraire, il n'existe pas d'établissement privé de cette espèce; nous devons recevoir tous les malades et garder les incurables jusqu'à leur délivrance finale dans l'établissement d'ETTELBRUCK; il s'en suit que notre maison de santé devra être principalement une „PFLEGEANSTALT“ et pour un nombre très-restreint de malades une „HEILANSTALT“. En effet, l'expérience l'a prouvé que, si l'état d'esprit du malade admis ne s'améliore pas immédiatement sous l'influence du traitement suivi, les chances de voir se rétablir l'équilibre dans ses facultés mentales diminuent en raison directe du temps de plus en plus long qu'il passe dans l'asile. Aussi admet-on qu'après deux ans de traitement psychiatrique inefficace, le malade peut être considéré comme incurable. Or, au 1. février 1901, sur 420 malades il y en avait 327 qui étaient colloqués depuis plus de deux ans, 33 depuis plus d'un an et 60 depuis moins d'un an. Ce caractère de la „PFLEGEANSTALT“ doit donc dominer dans notre établissement, ce qui a été pris en considération dans les plans joints.

Ces points établis, on doit se demander, quelle sera l'étendue de l'agrandissement à faire? Elle devra couvrir les insuffisances accusées ci-dessus et tenir compte de l'accroissement futur malheureusement probable du nombre des colloqués: Sous ce rapport, on admet d'après une formule empirique établie par ^{la} statistique que le nombre des aliénés/idiots et épileptiques compris/ est ~~un~~

maximum de 1 par 300 habitants et, au minimum, de 1 par 400 habitants, ce qui donnerait pour notre pays un chiffre de 733 et resp. de 550 malades. Pour nous cependant ces calculs de probabilité n'ont pas même une valeur indicative, car l'état de population de la maison de santé est influencé par des facteurs, qui dans la même intensité n'agissent pas dans les autres pays. En effet, un grand nombre de nos incurables est fourni par des rapatriés des grands centres qui nous entourent, et leur état est la conséquence parfois de l'excès de travail, mais plus souvent des abus alcooliques et sexuels. D'autre part, l'accroissement probable de notre population est encore un facteur incertain qui ne permet pas, de fixer d'une façon même approximative et pour une année donnée, le nombre des malades à colloquer au dit établissement. Dans ces circonstances et en présence de ces incertitudes, on a jugé utile, d'envisager un plan d'ensemble qui fixe d'ores et déjà, les bases pour une augmentation du nombre des malades dans une proportion très forte, mais qui, en même temps, permettra d'exécuter ces plans partiellement et ~~indivisément~~ et de telle façon qu'à une époque quelconque on soit à même de faire face aux nécessités, quelles qu'elles soient.

Le plan joint répond à ces desiderata.

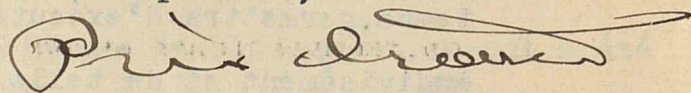
Il ~~pour~~^{se}voit la construction de 1.-d6 pavillons, 2.-d'une chapelle, 3.-d'un bâtiment où seront logées les soeurs avec les femmes de charge et qui renfermera également tous les services économiques, 4.-deux infirmeries et 5.-d'un petit pavillon servant de chambre des morts. Le

coût total d'après le devis joint accuse une dépense de 1,125,000 francs, et ne comprend pas le prix d'acquisition des terrains nécessaires.

Pour les explications des détails techniques et celles concernant l'aménagement intérieur, je renvoie aux différents rapports et devis qui sont compris au dossier et qui émanent de l'architecte qui a dressé les plans.

Comme pour le moment il ne s'agit que de parer au plus ^{près} ~~proche~~, je sollicite l'allocation d'un crédit de 300,000 francs, qui servira à acquérir les terrains nécessaires et à construire deux pavillons et éventuellement une des infirmeries. Une fois ces travaux terminés, ces pavillons seront occupés par les malades qui sont logés à l'un des anciens pavillons, et celui-ci sera alors aménagé d'après les nouvelles indications portées aux dits plans. Ce travail fait, achevé, permettra de procéder successivement à la réfection des autres pavillons.

Le Directeur Général des travaux
publics,



Population

de l'Aspice central d'Etzelbruck

au 28 février 1901

I Nombre Des pensionnaires

séquestres : à l'Aspice central d'Albion

Depuis plus de :

Depuis moins d'un

ans 40	ans 30	ans 20	ans 10	ans 5	ans 3	ans 2	ans 1	moins d'un an
1	2	40	101	100	53	30	33	60

Total au 28 février 1901 = 420

II Même nombre
en ajoutant chaque fois à chaque catégorie les
pensionnaires des catégories plus anciennes :
pensionnaires séquestres depuis
plus de :

ans 40	ans 30	ans 20	ans 10	ans 5	ans 3	ans 2	ans 1
1	3	43	144	244	297	327	360

Total au 28 février 1901 y compris les pensionnaires
séquestres depuis moins d'un an : $360 + 60 = 420$
327
= 93

brun R

moins d'un

orie les

as

60

ommunis

420
327
= 93

I
Parmi les individus séquestrés depuis plus d'un an et depuis moins de deux ans il y en a 4 sur lesquels il est porté un pronostic défavorable
" 2 " " douteux
" 1 sur lequel " " favorable

II
Parmi les individus séquestrés depuis moins d'un an
il y en a 4 sur lesquels il est porté un pronostic défavorable
et 1 sur lequel " " douteux.
pas de pronostic favorable.

IV. Ad I et II Ce relevé ne porte que sur les individus placés à l'Aspice central sur la réquisition de M^r le Directeur général Des Hospices publics au S^t M^r le Directeur général de la Justice, puisque c'est lui qui a fait placer l'aliéné dans l'établissement.

N^o

Le Dir

N^o

Nous Adolphe,
par la grâce de Dieu,
Grand-Duc de Luxembourg,
Duc de Nassau,
&c., &c., &c.

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

AVONS ORDONNE ET ORDONNONS:

ARTICLE UNIQUE.—Un premier crédit de 300,000 francs, à
rattacher à l'art. du budget des dépenses de 1902,
est alloué, pour couvrir partie des dépenses d'agrandissement
et d'appropriation des bâtiments de la Maison de Santé
d'ETTELBRUCK.

MANDONS ET ORDONNONS ETC.ETC.

,le

1901.

Le Directeur Général des travaux publics,

Statut

pour la ville de Lyon

Grand-Jury de l'arrondissement

du 10 Mars

de 1831

Notre Conseil Municipal

de l'arrondissement de la ville de Lyon

AVANT D'ORDONNER

ARTICLE PREMIER. — Un projet de loi

relatif à l'arrondissement de la ville de Lyon

est allé devant le Conseil Municipal

et d'après la délibération du Conseil

le 10 Mars

ORDONNE ET DÉCRÈTE

Le 10 Mars 1831

Le Maire de la ville de Lyon

PROJET DE LOI

CONCERNANT

l'appropriation resp. l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettelbruck.

Nous ADOLPHE, etc., etc., etc. ;
Notre Conseil d'État entendu ;
De l'assentiment de la Chambre des députés ;
Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Un premier crédit de 300,000 fr., à rattacher à l'art. du budget des dépenses de 1902, est alloué pour couvrir partie des dépenses d'agrandissement et d'appropriation des bâtiments de la Maison de santé d'Ettelbruck.

Mandons et ordonnons etc.

Dépêche au Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 5 octobre 1901.

Monsieur le Président.

J'ai l'honneur de soumettre à l'avis du Conseil d'État un projet de loi concernant l'appropriation resp. l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettelbruck. Cette question, qui est en instruction depuis tantôt vingt ans, et dont se sont occupées successivement une commission parlementaire, et ensuite une commission nommée par le Gouvernement, n'est pas restée entière, mais a reçu à la suite des rapports faits et avis émis par ces différentes commissions des solutions partielles qui, en faisant disparaître pour le moment les inconvénients signalés les plus rigoureux, permettaient de vouer à la question principale et dominante, la réorganisation de la Maison de santé, tous les soins et les loisirs nécessaires que la solution d'une question aussi grave comportait.

C'est ainsi qu'ensuite du rapport de la commission parlementaire, l'orphelinat qui se trouvait à Ettelbruck, a été colloqué au Rham ; et que peu de temps après, les infirmes, qui eux aussi étaient reçus à l'hospice central, ont été hospitalisés dans un des pavillons du Rham. Ces mesures ont eu pour conséquence de dégager sensiblement les bâtiments de l'hospice central, qui, à partir de ce moment, ont été exclusivement réservés pour y soigner des malades d'esprit.

On était autorisé à admettre alors que les quatre pavillons d'Ettelbruck, qui, en 1886, donc avant les translations ci-dessus reprises, hébergeaient 426 hospitalisés, dont 263 aliénés seulement, devaient suffire en toutes circonstances pour y recevoir les malades d'esprit et pour leur assurer un séjour dans des conditions hygiéniques et de nature à hâter leur guérison, si celle-ci était encore possible.

Malheureusement les faits ont démenti cette conjoncture ; car, depuis 1886, le nombre des colloqués a été toujours en augmentant, suivant une progression inquiétante, au point d'atteindre pour les deux dernières années une moyenne constante de 424 colloqués. C'est le même nombre que celui accusé en 1883 et 1886, et qui a provoqué alors le déplacement au Rham des orphelins et des infirmes, les locaux d'Ettelbruck étant insuffisants. La conclusion qu'il doit en être ainsi aujourd'hui, s'impose donc et, à fortiori, vu la nature spéciale des affections traitées aujourd'hui à cet établissement.

Ce point acquis et l'insuffisance des locaux à l'hospice d'Ettelbruck reconnue, on s'est demandé s'il fallait procéder par voie d'agrandissement de l'ancien établissement, ou bien, en présence des critiques violentes, mais non justifiées, qui ont été soulevées, abandonner ces bâtiments et reconstruire ailleurs un refuge nouveau. Toutes les commissions entendues ont exprimé implicitement et émis explicitement l'avis qu'il fallait procéder par voie d'agrandissement, les quatre pavillons construits pouvant être utilisés après de légères modifications. Cette appréciation a été toujours partagée par le Gouvernement, et elle a été confirmée par un architecte spécialiste, qui démontre par les plans soumis que ces pavillons peuvent être aménagés à peu de frais d'après les principes les plus modernes admis dans les établissements similaires. Ils serviront alors comme première station des malades entrant à l'établissement (Aufnahmestation), et, pour le surplus, comme station fermée dans laquelle seront colloqués les malades turbulents et ceux dont les instincts pervers ne permettent pas de les laisser jouir de la demi liberté dont jouiront les malades paisibles colloqués dans les nouveaux pavillons à construire.

Ceci admis, se présentait une autre difficulté qui résulte des conditions spéciales dans lesquelles fonctionne notre maison de santé. En Belgique, en France et en Allemagne, il existe à côté des établissements publics de l'État, des provinces où des agglomérations communales, des établissements privés qui, à frais réduits, reçoivent les malades reconnus incurables, soignés jusqu'à ce moment dans les établissements publics. Aussi le nom de « Pflege- und Heilanstalt » admis dans la province rhénane pour les établissements publics n'est vrai que sous réserve, attendu que le plus grand nombre des malades incurables est placé même par l'administration provinciale dans ces établissements privés. Chez nous, au contraire, il n'existe pas d'établissement privé de cette espèce; nous devons recevoir tous les malades et garder les incurables jusqu'à leur délivrance finale dans l'établissement d'Ettelbruck; il s'en suit que notre maison de santé devra être principalement une « Pflegeanstalt » et pour un nombre très restreint de malades une « Heilanstalt ». En effet, l'expérience a prouvé que si l'état d'esprit du malade admis ne s'améliore pas immédiatement sous l'influence du traitement suivi, les chances de voir se rétablir l'équilibre dans ses facultés mentales diminuent en raison directe du temps de plus en plus long qu'il passe dans l'asile. Aussi admet-on qu'après deux ans de traitement psychiatrique inefficace, le malade peut être considéré comme incurable. Or, le 1^{er} février 1901, sur 420 malades il y en avait 327 qui étaient colloqués depuis plus de deux ans, 33 depuis plus d'un an et 60 depuis moins d'un an. Ce caractère de la « Pflegeanstalt » doit donc dominer dans notre établissement, ce qui a été pris en considération dans les plans joints.

Ces points établis, on doit se demander quelle sera l'étendue de l'agrandissement à faire? Elle devra couvrir les insuffisances accusées ci-dessus et tenir compte de l'accroissement futur malheureusement probable du nombre des colloqués. Sous ce rapport, on admet d'après une formule empirique établie par la statistique que le nombre des aliénés (idiots et épileptiques compris) est au maximum de 1 par 300 habitants et, au minimum, de 1 par 400 habitants, ce qui donnerait pour notre pays un chiffre de 733 et resp. de 550 malades. Pour nous cependant ces calculs de probabilité n'ont pas même une valeur indicative, car l'état de population de la maison de santé est influencé par des facteurs qui, dans la même intensité, n'agissent pas dans les autres pays. En effet, un grand nombre de nos incurables est fourni par des rapatriés des grands centres qui nous entourent, et leur état est la conséquence parfois de l'excès de travail, mais plus souvent des abus alcooliques et sexuels. D'autre part, l'accroissement probable de notre population est encore un facteur incertain qui ne permet pas de fixer d'une façon même approximative et pour une année donnée, le nombre des malades à colloquer au dit établissement. Dans ces circonstances et en présence de ces incertitudes, on a jugé utile d'envisager un plan d'ensemble qui fixe d'ores et déjà les bases pour une augmentation du nombre des malades dans une proportion très forte, mais qui, en même temps, permettra d'exécuter ces plans partiellement et divisément et de telle façon qu'à une époque quelconque on soit à même de faire face aux nécessités, quelles qu'elles soient.

Le plan joint répond à ces desiderata.

Il prévoit la construction: 1^o de six pavillons; 2^o d'une chapelle; 3^o d'un bâtiment où seront logées les sœurs avec les femmes de charge et qui renfermera également tous les services économiques; 4^o de deux infirmeries et 5^o d'un petit pavillon servant de chambre des morts. Le coût total d'après le devis joint accuse une dépense de 1,125,000 fr., et ne comprend pas le prix d'acquisition des terrains nécessaires.

Pour les explications des détails techniques et celles concernant l'aménagement intérieur,

je renvoie aux différents rapports et devis qui sont compris au dossier et qui émanent de l'architecte qui a dressé les plans.

Comme pour le moment il ne s'agit que de parer au plus pressé, je sollicite l'allocation d'un crédit de 300,000 fr., qui servira à acquérir les terrains nécessaires et à construire deux pavillons et éventuellement une des infirmeries. Une fois ces travaux terminés, ces pavillons seront occupés par les malades qui sont logés à l'un des anciens pavillons, et celui-ci sera alors aménagé d'après les nouvelles indications portées aux dits plans. Ce travail fait, achevé, permettra de procéder successivement à la réfection des autres pavillons.

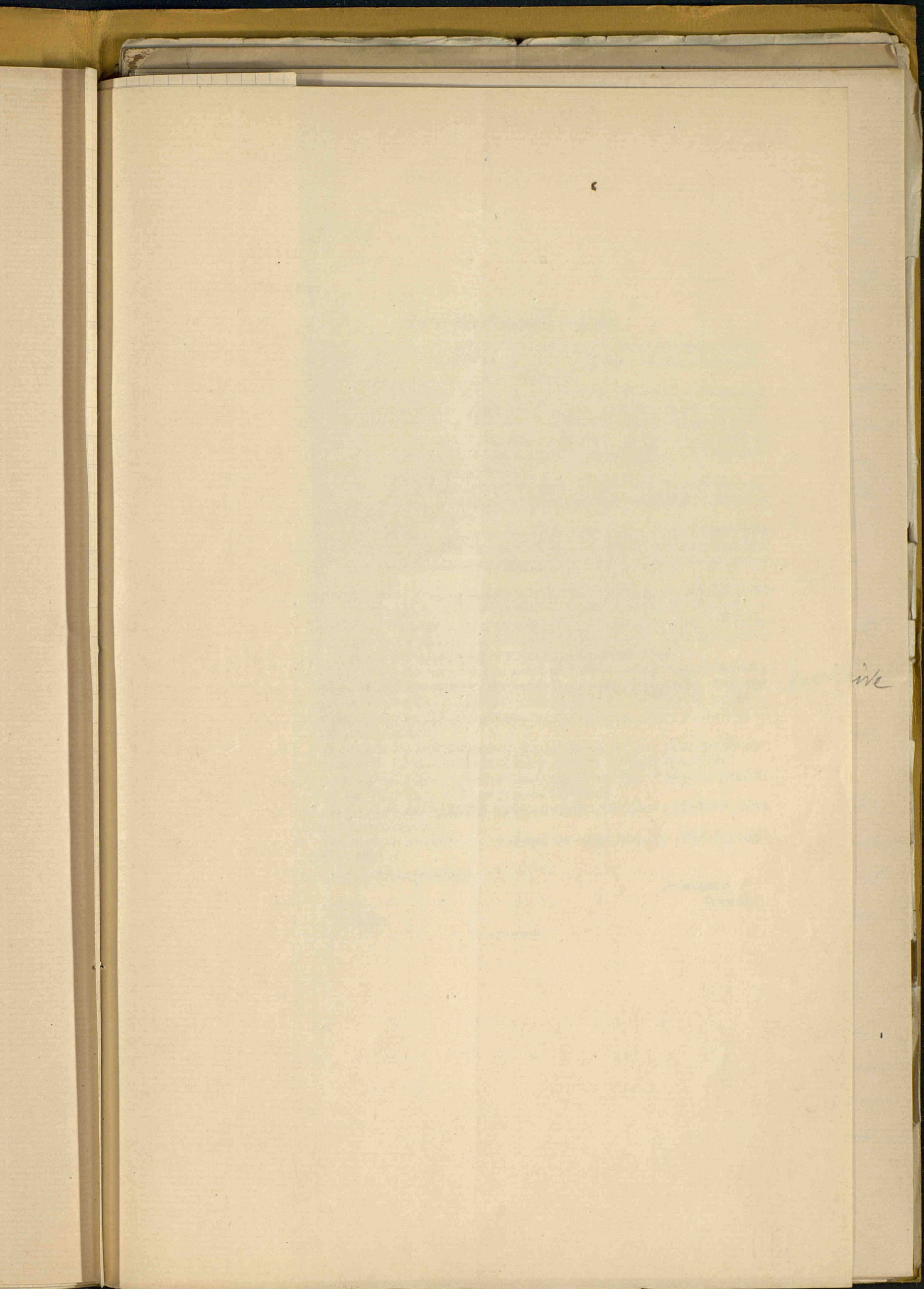
Le Directeur général des travaux publics,
CH. RISCHARD.

Population de l'hospice central d'Ettelbruck au 28 février 1901.

I. — Nombre des pensionnaires séquestrés à l'hospice central d'Ettelbruck depuis plus de : 40 ans 1, 30 ans 2, 20 ans 40, 10 ans 101, 5 ans 100, 3 ans 53, 2 ans 30, 1 an 33 ; depuis moins d'un an : 60.

Total au 28 février 1901, 420.

II. — Même nombre en ajoutant chaque fois à chaque catégorie les pensionnaires séquestrés Pensionnaires séquestrés depuis plus de : 40 ans 1, 30 ans 3, 20 ans 43, 10 ans 144, 5 ans 244, 3 ans 297, 2 ans 327, 1 an 360.



ÉPREUVE.

Avis du Conseil d'État.

Le Conseil d'État est appelé par dépêche de M. le Directeur général des travaux publics, en date du 5 octobre dernier, à donner son avis sur un projet de loi concernant l'appropriation et l'agrandissement de la Maison de santé à Ettelbruck.

La nécessité d'une transformation et d'une extension de l'asile d'Ettelbruck a été reconnue depuis longtemps ; et si les diverses commissions et autorités consultées ont été divisées sur des questions de détail et de chiffres, elles ont été pourtant unanimes à reconnaître que la situation actuelle ne saurait perdurer ; l'insuffisance des locaux, en effet, est pertinente et l'accroissement futur de la population colloquée est devenue une probabilité, que l'expérience nous autorise à taxer pour ainsi dire de certitude.

Aussi, en présence des arguments invoqués par M. le Directeur général des travaux publics, l'utilité des agrandissements et des changements projetés ne saurait guère, semble-t-il, rencontrer des contradicteurs principaux.

D'après les plans et devis communiqués, ces travaux comprennent, outre l'aménagement assez facile des quatre pavillons existants, une série de constructions indépendantes les unes des autres, de sorte que leur achèvement immédiat et simultané ne s'impose pas du jour au lendemain.

Néanmoins le Conseil croit que, pour rester fidèles au texte et surtout à l'esprit de l'art. 99 de la Constitution, il faut envisager dès maintenant l'ensemble des constructions projetées et la totalité des dépenses présumées. Car ce n'est que par l'ensemble des travaux à exécuter et des sacrifices à faire que la législature est à même de se rendre compte, d'une façon juste et exacte, de l'importance de l'entreprise et du chiffre élevé des crédits à voter.

C'est à ce point de vue que le Conseil s'est placé : en donnant son approbation à l'ensemble des travaux dont l'exécution ~~nécessaire~~ appartient au Gouvernement responsable, il ne saura refuser son adhésion à une dépense dépassant un million de francs. Naturellement les sommes à allouer doivent être prélevées en grande partie sur notre réserve en titres et être réparties sur divers exercices budgétaires.

Pour faire ressortir ces considérations qui doivent nous guider pour toutes les constructions considérables, le Conseil propose de donner au projet de loi la teneur suivante :

« Le Gouvernement est autorisé à faire procéder, aux frais de l'État, à l'agrandissement et à l'appropriation des bâtiments de la Maison de santé d'Ettelbruck.

» Les dépenses à résulter de ces travaux, s'élevant approximativement à 1,125,000 fr., seront réparties sur plusieurs exercices.

» Un premier crédit de 300,000 fr. est alloué aux fins susdits sous l'art. 96bis du budget des dépenses de 1902. »

Ainsi délibéré en séance plénière du

Le Secrétaire,
P. RUPPERT.

Le Président,
VANNERUS.

successive

Examen

REVUE

Avis du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat est saisi par décret du 10 Mars 1889, par le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi relatif à l'organisation des services administratifs de l'Etat. Le Conseil d'Etat a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport qu'il a dressé sur ce projet de loi, et de vous proposer d'adopter les conclusions auxquelles il est parvenu. Le Conseil d'Etat a également l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport qu'il a dressé sur le projet de loi relatif à l'organisation des services administratifs de l'Etat, et de vous proposer d'adopter les conclusions auxquelles il est parvenu.

Le Ministre de l'Intérieur,
V. BARRIS.

Le Secrétaire,
P. BARRIS.

Examen

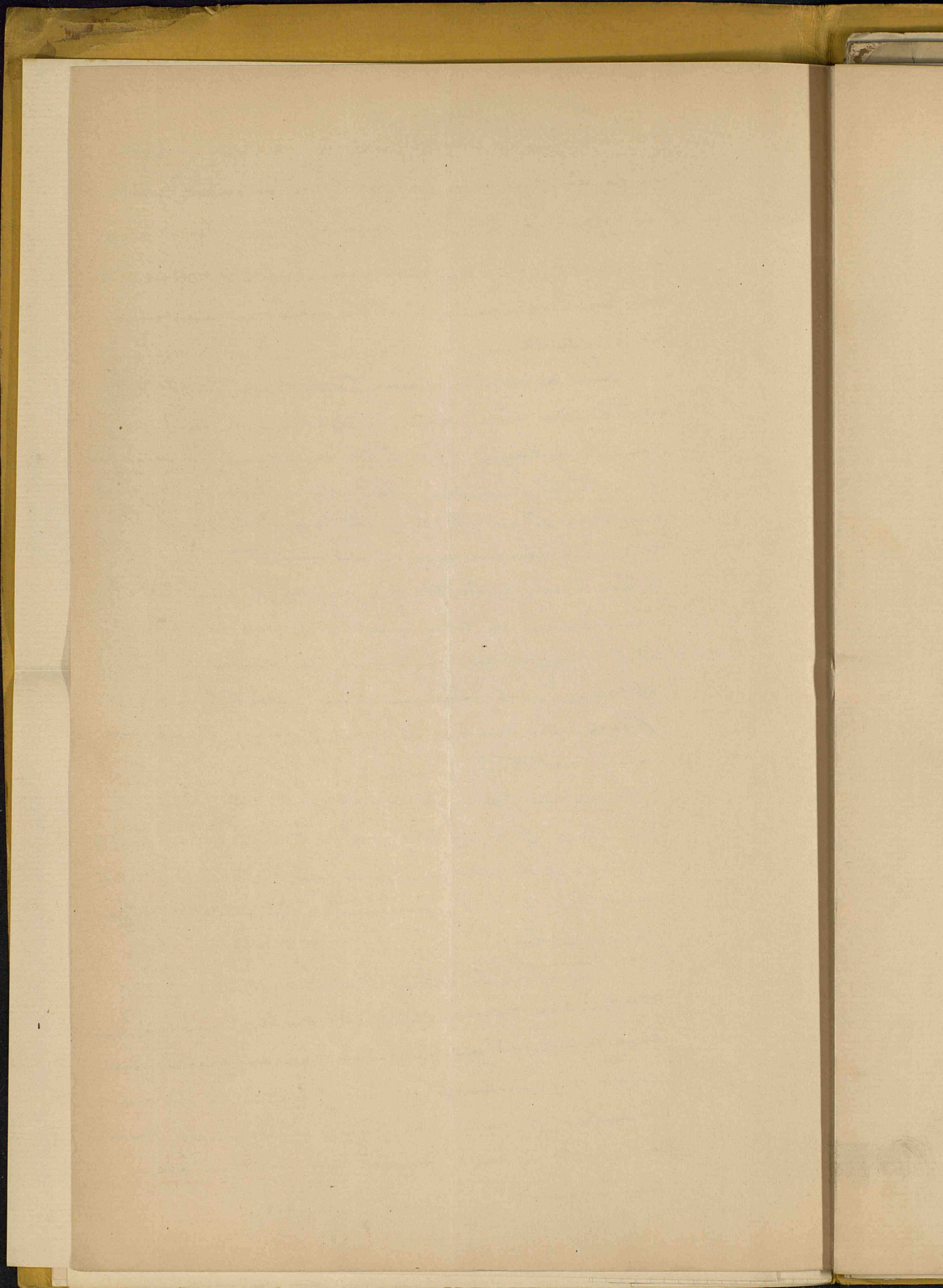
Aggrandissement approprié de la maison de la
à l'École

Le Conseil d'Etat est appelé par
Réponse de M^r le D. G. les travaux publiés
en date du 5 octobre 1872, à donner son avis
sur un projet de loi concernant l'agrandissement
de l'agrandissement de la maison de la
à l'École.

La nécessité d'une transformation et d'une
extension de l'École à l'École à l'École
signifie beaucoup; d'après diverses commissions
et autorités consultées ont été données sur les
questions de l'École et de l'École, mais ont été
partout unanimes à reconnaître que la
situation actuelle ne pouvait persister.
L'insuffisance des locaux en effet est particulièrement
et l'agrandissement futur de la population
collégiale est devenue une probabilité; que
l'expérience nous entraîne à faire pour ainsi
dire de certitude.

Mais en premier les arguments invoqués
par M^r le D. G. et le D. G., l'utilité des agrandis-
sements et les changements proposés ne peuvent
guère, possible et, rencontrer les mêmes objections
principales.

D'après les plans et devis communiqués
les travaux comprennent, outre l'édification
avec facilité des quatre pavillons existants, une
série de constructions indépendantes les unes
des autres, de sorte que leur achèvement immédiat
et simultané ne s'impose pas de jour au
lendemain.



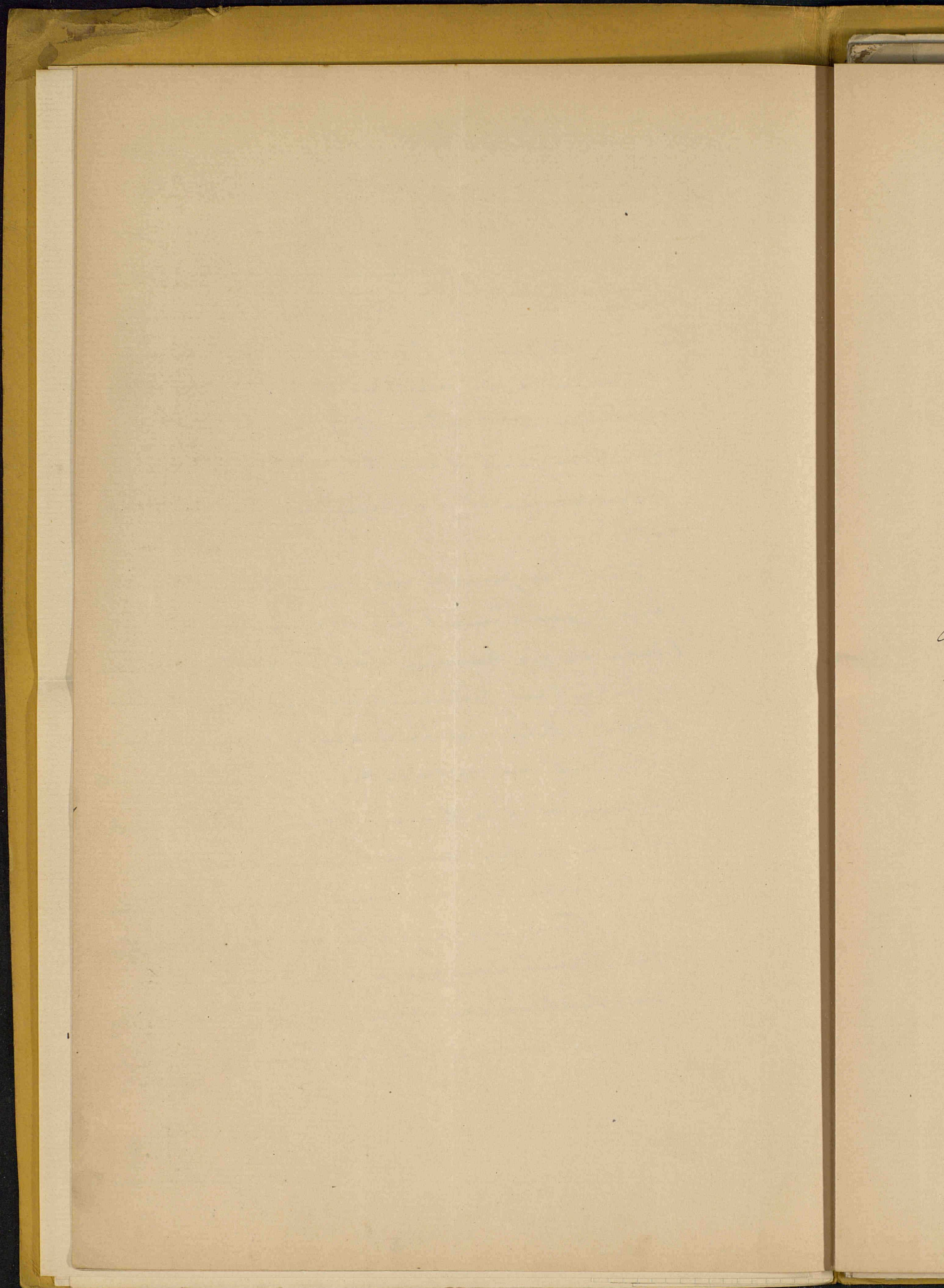
2.

Néanmoins le Conseil veut que pour rester
fidèle au texte et surtout à l'esprit de
l'art 99 de la Constitution, il faut envisager
d'abord l'ensemble des constructions
projetées et la totalité des dépenses prévues.
Car ce n'est que par l'ensemble des travaux
à exécuter et des sacrifices à faire, que la
Législature est en mesure de se rendre compte,
d'une façon juste et exacte, de la grandeur
de l'entreprise et de l'importance des crédits à
voter.

C'est ce point de vue que le Conseil veut
placer en saillant par appropriation à
l'ensemble des travaux dont l'exécution exclusive
appartient au gouvernement responsable, et ne
saura refuser son adhésion à une dépense
dépassant un million fr. Naturellement
les sommes à allouer seront plus élevées
en grande partie sur notre revenu en taxes
et les réparties sur divers exercices budgétaires.

Pour faire ressortir ces considérations
qui doivent nous guider pour l'adoption des
constructions constitutionnelles, le Conseil propose
de donner au projet de loi la forme suivante:

Le gouvernement



Le Gouvernement a voulu faire pénétrer,
dans l'esprit de l'Etat, le principe de
l'appropriation des bâtiments de la Maison
de Saint-Etienne.

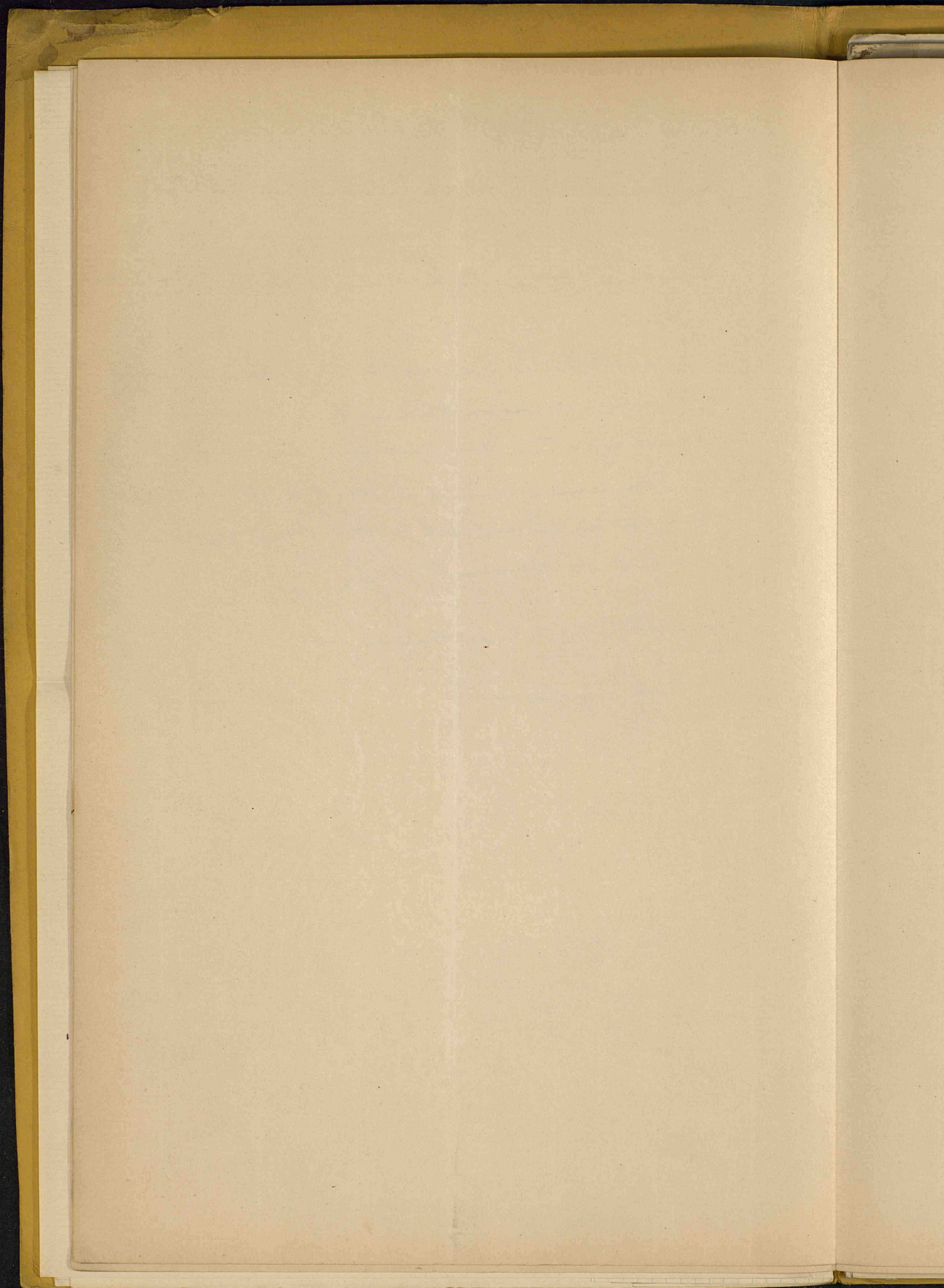
Les dépenses résultant de ces travaux se
s'élevaient approximativement à 1.125.000 fr.
sont réparties sur plusieurs exercices.

Une somme de 300.000 fr. est affectée
aux fins susdites sub art 96 bis - l'art 96 du
budget des dépenses de 1902.

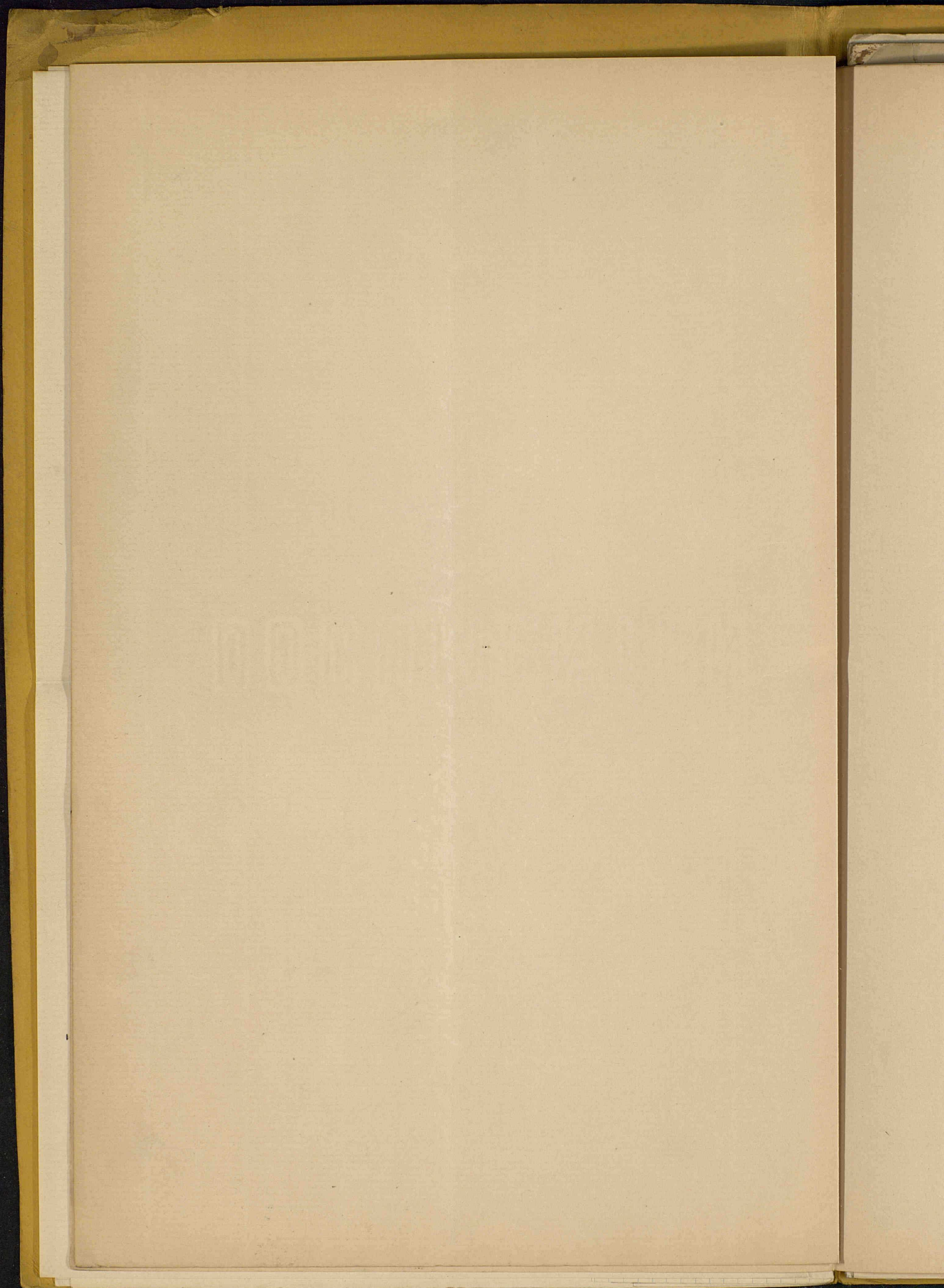
Arrêté de l'Administration des finances

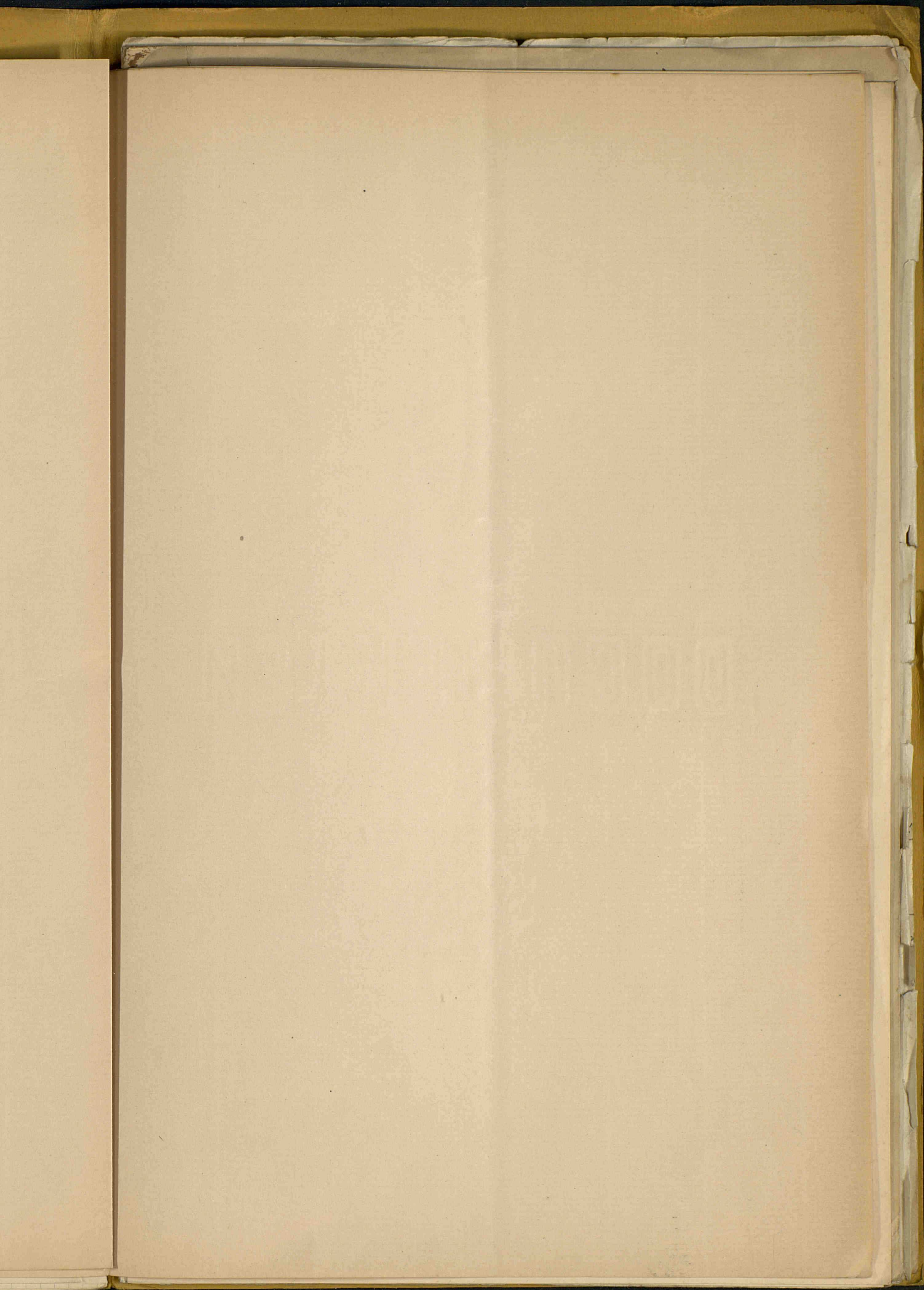
Le directeur

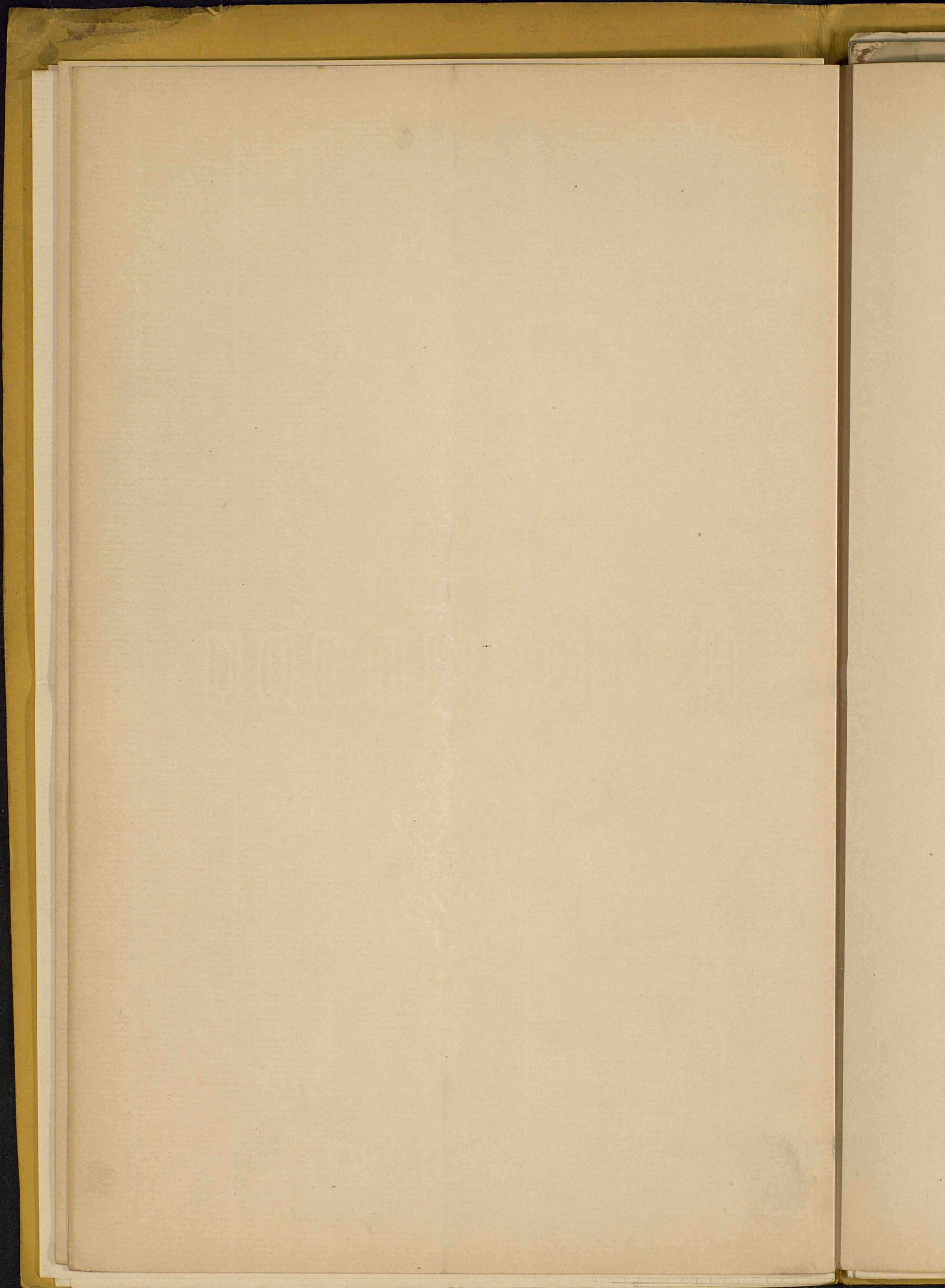
Le Directeur

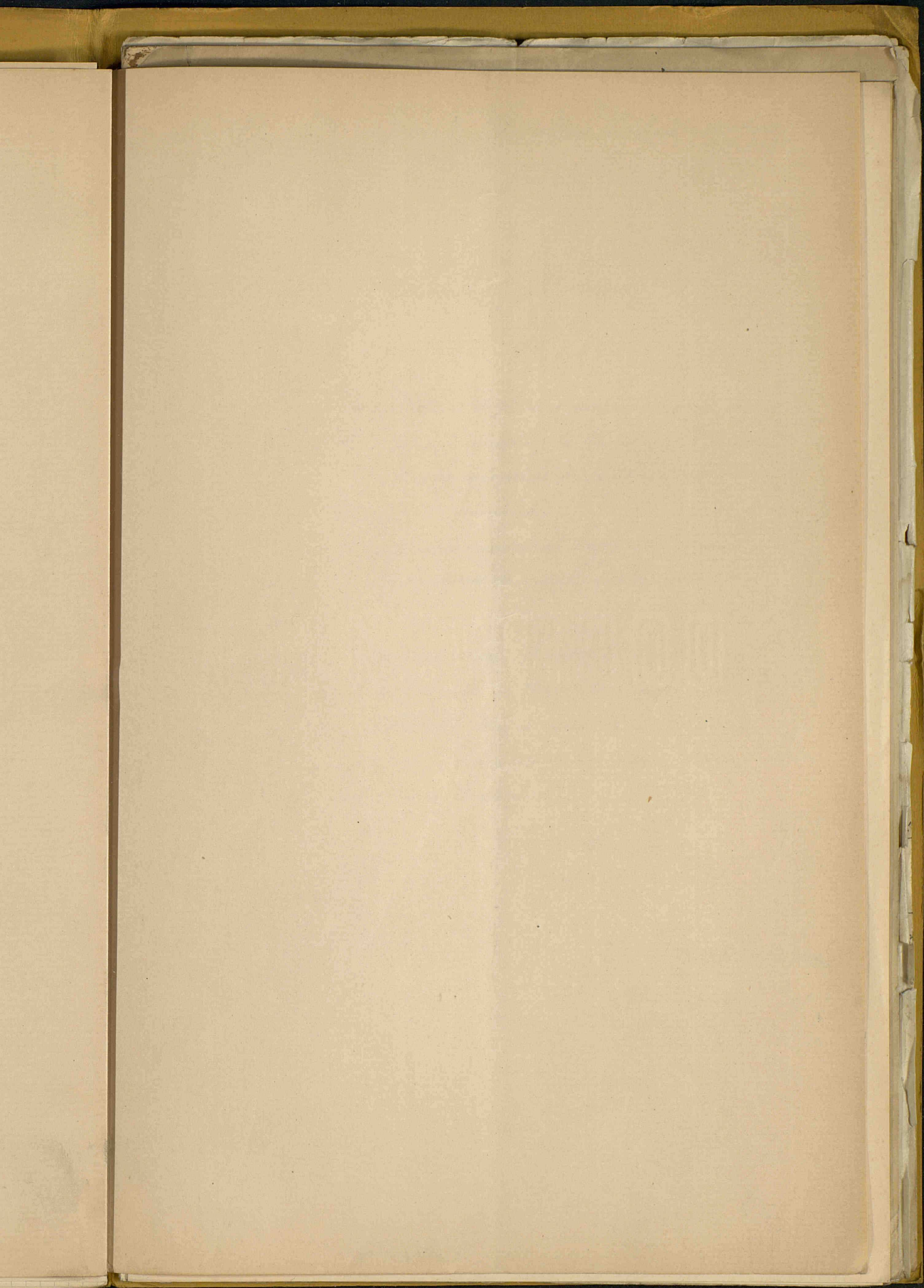












GRAND

LUXEM

DIV

AFFAIRES

20

Monse
du Co

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

DIVISION
des
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.



2030.

Luxembourg, le 13 Mars 1902

Monsieur le Président,

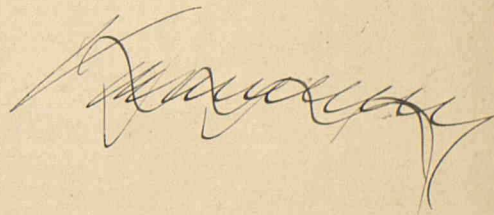
J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que
dans sa séance de ce jourd'hui la Chambre des Députés
a adopté à la majorité de 18 voix contre sept,
le projet de loi concernant

L'agrandissement et l'appropriation
de la Maison de santé à Mülbrück

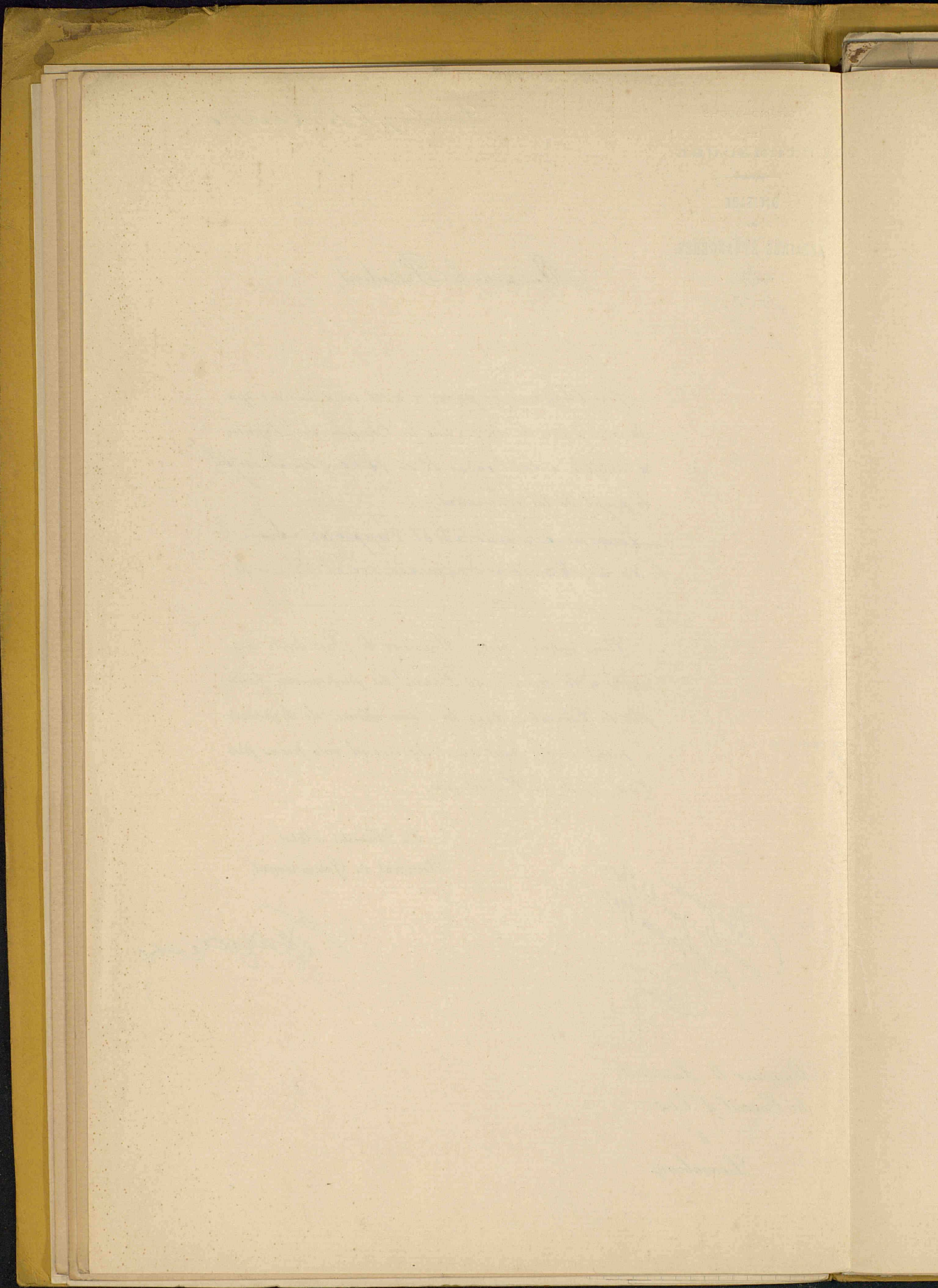
Vous voudrez bien, Monsieur le Président, sou-
mettre à la décision du Conseil la proposition faite
par la Chambre, dans la même séance, de dispenser
le projet de loi dont s'agit du second vote prévu par
l'art. 59 de la Constitution.

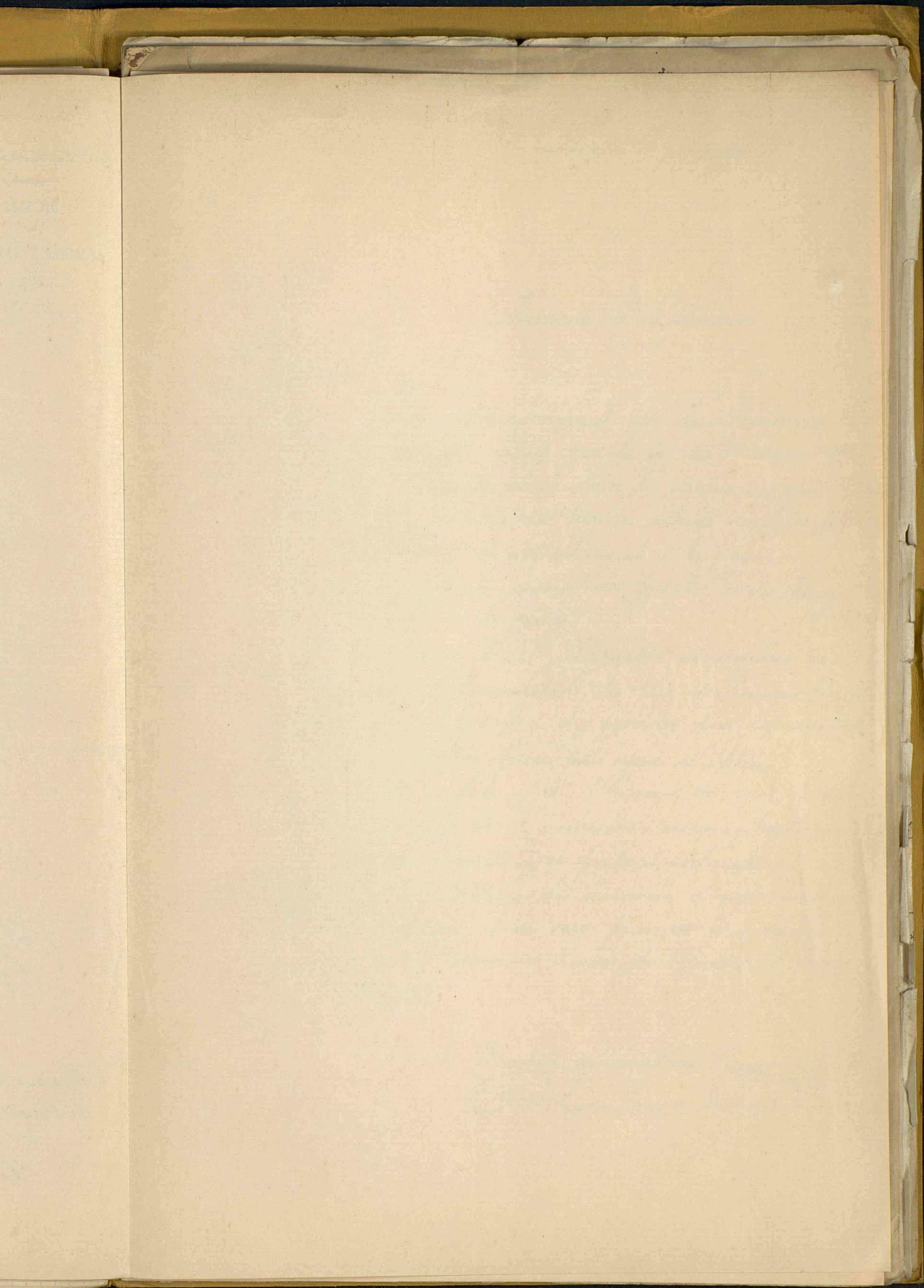
Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

Disposer
accusé par l'Etat
du 15 Mars 1902



Monsieur le Président
du Conseil d'Etat
à
Luxembourg.





GRAND-DU

TRAV

No

13

21

M. de

Monsieur
du

GOUVERNEMENT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

DIVISION
des
TRAVAUX PUBLICS.

N^o 6860.

15 ANNEXES.

2143.

Luxembourg, le 13 novembre 1902.

Monsieur le Président,

L'agrandissement de la Maison de santé à Etelbrück, décreté par la loi du 25 mars 1902, exige l'incorporation dans le domaine de l'Etat de trois parcelles de terrain situées au lieu dit "In Hackels" et appartenant à la dame Susanne Schock, épouse de Joseph Frauenberg, propriétaire à Etelbrück.

Comme il est impossible d'acquiescer ces emprises à l'amiable, les prix demandés étant exagérés, il y a lieu d'y procéder par la voie de l'expropriation forcée pour cause d'utilité.

A ces fins, j'ai l'honneur de vous adresser, avec les pièces de l'instruction administrative, un projet d'arrêt g. d. portant déclaration d'utilité publique des travaux d'agrandissement dont s'agit, et de vous prier de bien vouloir me faire parvenir l'avis du Conseil d'Etat à ce sujet.

Le Directeur général des Travaux publics,
Prinzen

Monsieur le Président
du Conseil d'Etat

à
Luxembourg.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
JANUARY 1921
TO THE CHAIRMAN OF THE BOARD OF CHEMISTRY
FROM THE DEPARTMENT OF CHEMISTRY
SUBJECT: REPORT ON THE PROGRESS OF THE WORK OF THE DEPARTMENT OF CHEMISTRY DURING THE YEAR 1920
The Department of Chemistry has during the year 1920 been engaged in a number of important investigations. The work has been carried on in the following fields: Organic Chemistry, Inorganic Chemistry, Physical Chemistry, and Analytical Chemistry. The results of the work have been published in a number of papers and reports. The following is a summary of the work done during the year 1920:

1. Organic Chemistry: The work has been carried on in the following fields: (a) The synthesis of new organic compounds, (b) The study of the properties of organic compounds, and (c) The study of the reactions of organic compounds. The results of the work have been published in a number of papers and reports.

2. Inorganic Chemistry: The work has been carried on in the following fields: (a) The synthesis of new inorganic compounds, (b) The study of the properties of inorganic compounds, and (c) The study of the reactions of inorganic compounds. The results of the work have been published in a number of papers and reports.

3. Physical Chemistry: The work has been carried on in the following fields: (a) The study of the properties of solutions, (b) The study of the properties of gases, and (c) The study of the properties of solids. The results of the work have been published in a number of papers and reports.

4. Analytical Chemistry: The work has been carried on in the following fields: (a) The study of the properties of analytical reagents, (b) The study of the properties of analytical methods, and (c) The study of the properties of analytical instruments. The results of the work have been published in a number of papers and reports.

The Department of Chemistry has during the year 1920 been engaged in a number of important investigations. The work has been carried on in the following fields: Organic Chemistry, Inorganic Chemistry, Physical Chemistry, and Analytical Chemistry. The results of the work have been published in a number of papers and reports. The following is a summary of the work done during the year 1920:

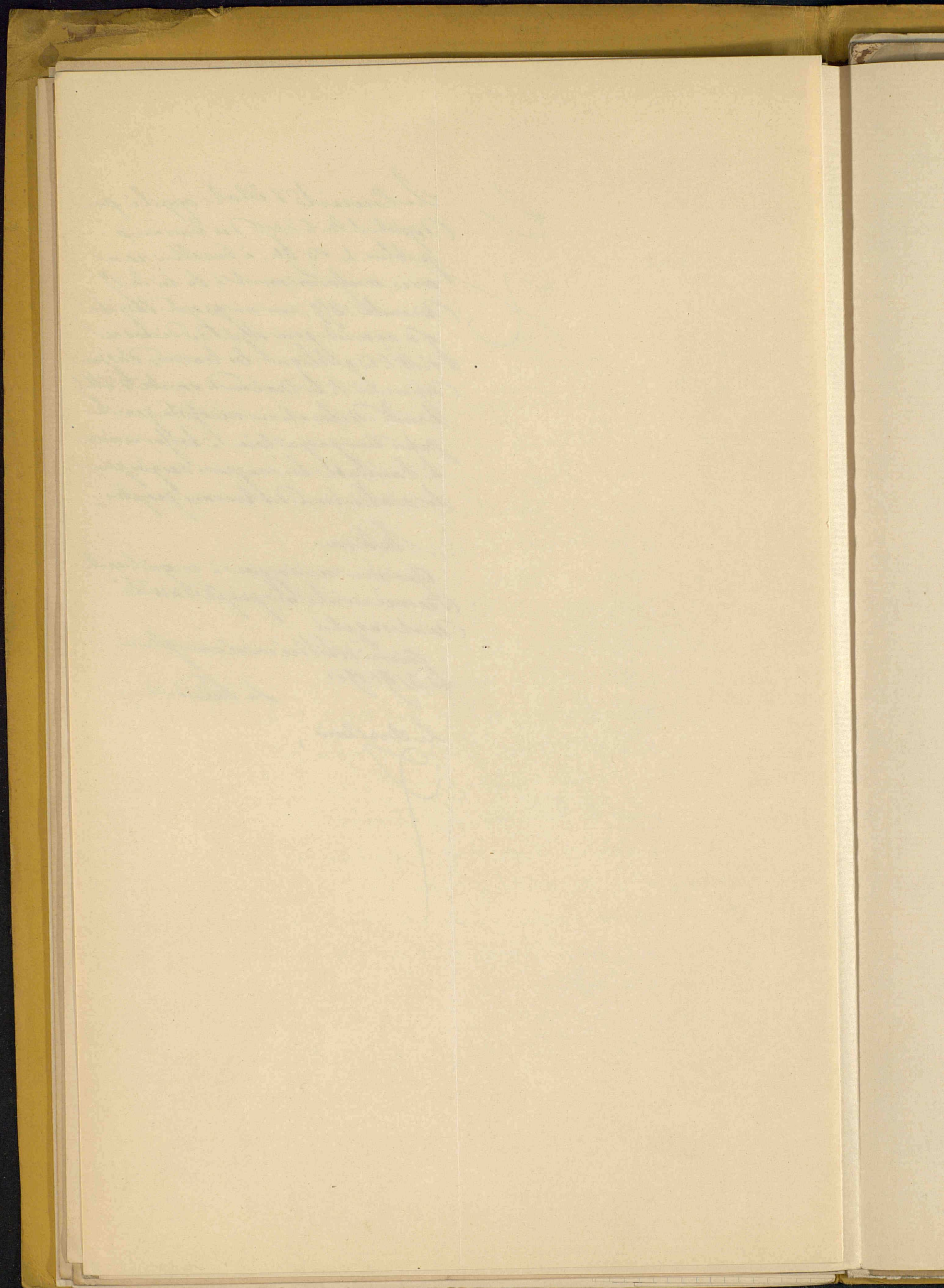
Le Conseil d'Etat, appelé par
Décret du 10. 6. 1891 des travaux
publiés, le 13. 6. 1891, à émettre son
avis, conformément à la loi du 17
Mars 1891, sur un projet d'arrêté
général ayant pour objet de déclarer
d'utilité publique les travaux d'agran-
dissement de la Maison de santé d'Étrel-
beault, déclaration nécessaire pour la
refus d'impropriété à la suppression
à l'annulation des emprunts exigés pour
la réalisation des travaux proposés,

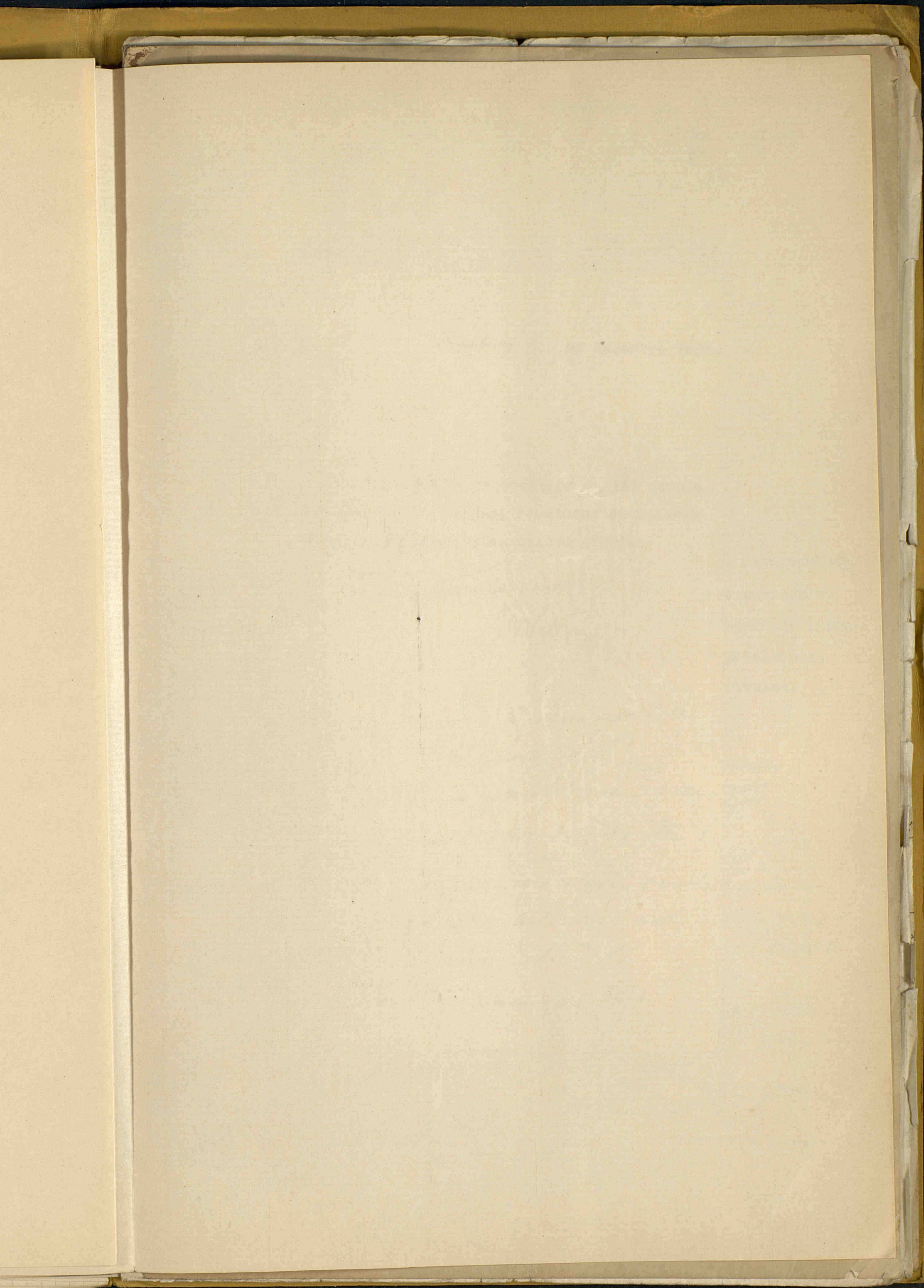
Bonne
Qu'il en soit approuvé à ce qu'il soit
donné suite au projet d'arrêté
proposé.

Donné à Paris le 21. 6. 1902

Le Président,

Le Secrétaire,





Affa

GOUVERNEMENT
DIVISION D'
ASSISTANCE
SERVICE

No

No. 2. - VII. 17. - 1000.

3-14
~~4-6-20~~
Cherisoir
au don
22-1-10
L. Dym
My

Gouvernement

Luxembourg, le 27 octobre 1920.

Affaires Etrangères

454/120

58

49

GOVERNEMENT

DIVISION DE L'INTERIEUR

ASSISTANCE PUBLIQUE

ET

SERVICE SANITAIRE.

Luxembourg, le 23 décembre 1920.

N° 13-14-20.



Brm. transmis la proposition de loi jointe
à Monsieur le Dr. Flesch, Président du Collège
médical, à Rumelange, avec prière d'avis.

Le Directeur général
de l'Instruction publique.

W. M. W.

e bien vouloir
e compagnie
ncernant l'éta-
Ettelbrück,
rveuses.

t,
ement,

Mr retourne à Monsieur le
Directeur général de l'
Instruction publique, avec
les observations suivantes :

Pour des raisons qui vont
suivre, le Collège médical est
hostile à la création et à l'
installation d'une clinique de

onsieur le
mile Faber, Pré-
sion spéciale
dés.

26 février 1926.

de l'Assistance
publique,

d'Etat *lue Faber*

à

Luxembourg.

No. 2. - VII. 17. - 1000.

13-14-20
4-6-20
Cruisoir
au dossier.
22-1-1921.
Le Directeur
W. M. W.

maladies des nerfs, à la maison de santé
d'Estelbrück —

Les malades, affligés des tristes affections
nerveuses, et appelés à être traités
dans une clinique ou établissement
ad hoc, demandent avant tout l'
absence des soucis et la présence d'air
pur — la paix, la solitude et la
tranquillité. Or, l'Établissement
d'Estelbrück, avec son voisinage
des habitations, et principalement
du chemin de fer avec ses trains,
manoeuvrant bruyamment du matin
au soir, avec les sifflets stridents
des locomotives — est loin de répondre
à cette condition primordiale de
paix, de tranquillité, de solitude
et d'air pur — avançons-le.

Aff

circ

B.m

N° 16. — III. 20. — 2000

Mon

Gouvernement

Affaires Etrangères

454/120

Luxembourg, le 27 octobre 1920.

47

58

Pier. L. v. foin
circuler:

Y. Faber Guib

~~flamand~~

Hamiltons Vn H₂ 1767

Braun Vn B.

Leidenbach. 3

Monsieur le Président,

B. m. soit retourne

à Monsieur le Directeur

Général de la Prévoyance

Sociale et du Travail

avec l'observation, que

la Commission Spéciale

du Conseil d'Etat, appelée

à examiner la proposition

de loi dont s'agit, désirerait

connaître préalablement

l'appréciation du Collège médical

du chef de l'établissement intéressé

ainsi que l'avis du Collège médical

au sujet dudit projet.

Luxembourg, ce 14 janvier 1926

A Le Conseiller-Président

de ladite Commission spéciale

Monsieur le Président du Conseil

d'Etat Em. Faber

à

Luxembourg.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir

me faire tenir l'avis de votre haute compagnie

sur la proposition de loi jointe, concernant l'éta-

blissement, à la maison de santé d'Ettelbrück,

d'une clinique pour les maladies nerveuses.

Le Ministre d'Etat,

Président du Gouvernement,

Reuter

N. 13-14-20

Brm. retourné à Monsieur le

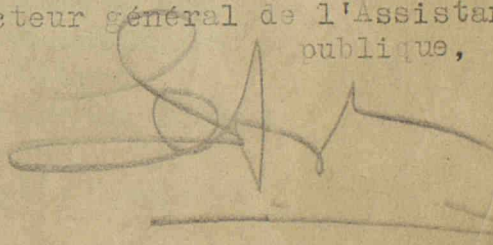
Conseiller d'Etat Emile Faber, Pré-

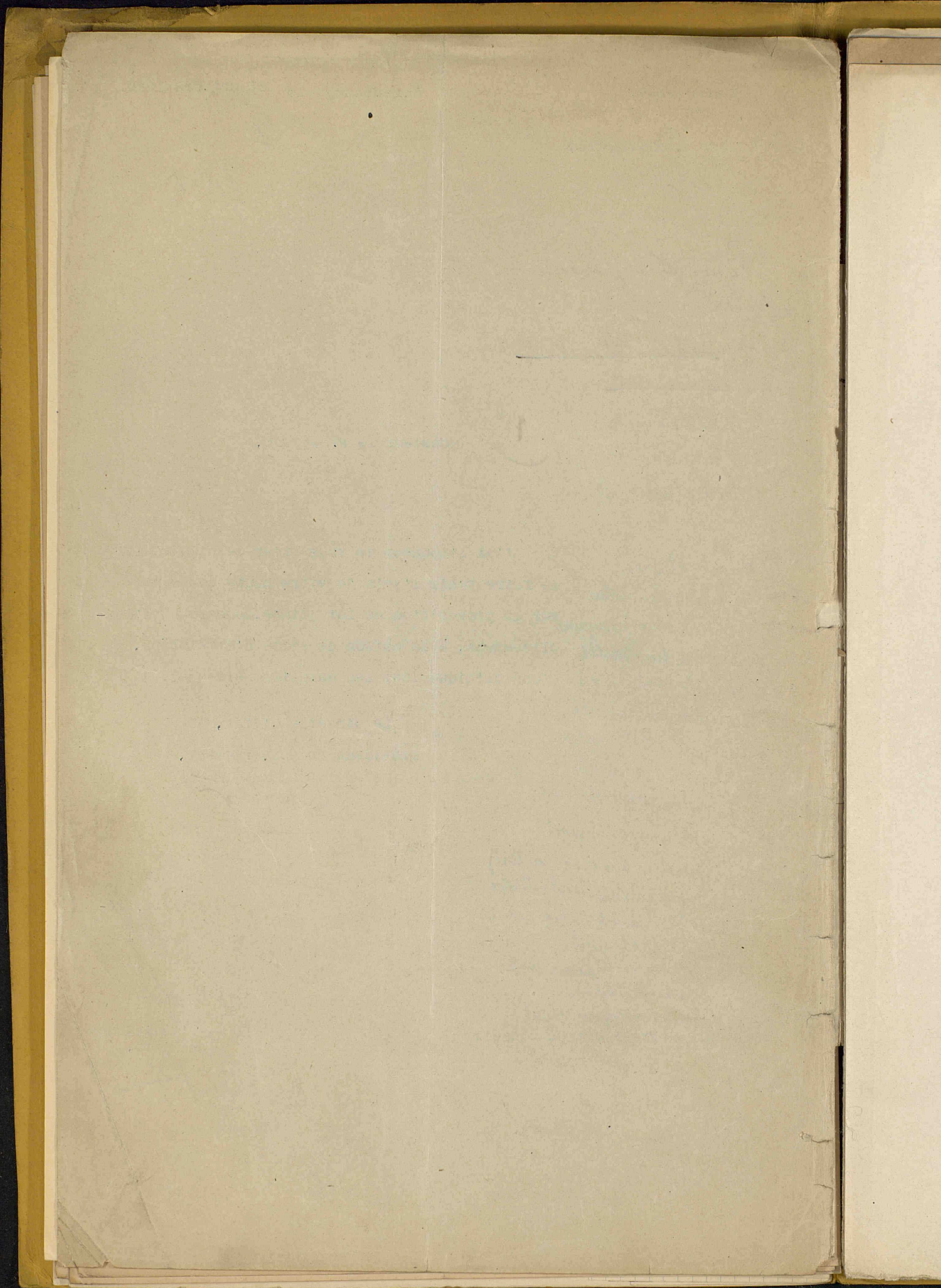
sident de la Commission spéciale

avec les avis demandés.

Luxembourg, le 26 février 1926.

Le Directeur général de l'Assistance
publique,





N° 64
CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Session ordinaire de 1919-1920.

PROPOSITION DE LOI

CONCERNANT

**l'établissement, à la maison de santé d'Ettelbrück,
d'une clinique pour maladies nerveuses.**

[Dépôt (M. Erpelding) et renvoi aux sections pour autorisation de lecture, 13 octobre 1920; — lecture, prise en considération et renvoi au Conseil d'État, 26 octobre 1920.]



Exposé des motifs.

Die Schaffung einer Nervenlinik in unserm Lande ist mehr denn je zu einem sozialen Bedürfnis, sogar zu einer Notwendigkeit geworden.

Trotzdem die staatliche Intervention bis heute völlig versagt hat, bestehen für die rein körperlichen Krankheiten und Gebrechen zahlreiche Privatkliniken, Nervenleidende hingegen, speziell Minderbemittelte, suchten jedoch vergebens Unterkunft in einer Spezial-Heilanstalt und mußten entweder Hilfe im Auslande, unter bedeutendem Kostenaufwand und zahlreichen Entbehrungen, suchen, oder waren meistens sich selbst überlassen.

Der Ruf nach einer Klinik für Nervenleidende wurde besonders laut nach dem Kriege. Die unsäglichen Entbehrungen physischer und moralischer Natur — Gefolge des Krieges — haben Verheerungen, in nervöser Beziehung, für alle Volksschichten, speziell für die Minderbemittelten, nach sich gezogen.

Auch für moralische, erzieherische Zwecke, fehlte bis heute eine Spezialanstalt und waren derartige Nervenleidende meistens hilflos sich selbst überlassen und konnten keine Linderung oder Heilung ihres größtenteils heilbaren Zustandes erhoffen.

Die Frage ist nunmehr in ein akuterer Stadium getreten. Am Ausbau unserer Heilanstalt Ettelbrück stehen durchgreifende Reformen in Aussicht. Die Zahl der Hilfsärzte ist auf zwei gebracht worden, das Pflegepersonal wird in Kürze erheblich vermehrt und stabilisiert werden. Alle diese Faktoren sind von Eifer beseelt und sehnen sich darnach, ihre Kräfte in den Dienst der Allgemeinheit zu stellen.

Die finanziellen Schwierigkeiten sind auf ein Minimum reduziert. Augenblicklich sind drei Pavillons der Heilanstalt zur Verfügung; das Aerzte- und Pflegepersonal, nach definitiver Anstellung, wird zur Wahrung der Interessen der Kranken vollauf genügen.

Die zu errichtende Nervenlinik nach dem Beispiel similärer Anstalten im Ausland, wird eine neue Quelle des Wohlstandes für die Stadt Ettelbrück bilden und zweifellos das Odium der, ihrem Zweck nach, jetzt allzu beschränkten Heilanstalt entnehmen.

Das gegenwärtige Gesetzprojekt bildet eine soziale und wirtschaftliche Forderung ersten Ranges und wird dasselbe zweifellos allgemeinen Anklang finden.

Text des Gesetzantrages.

Art. 1. — Der Heilanstalt Ettelbrück wird eine Klinik für Nerven- und Gemütsleidende angegliedert.

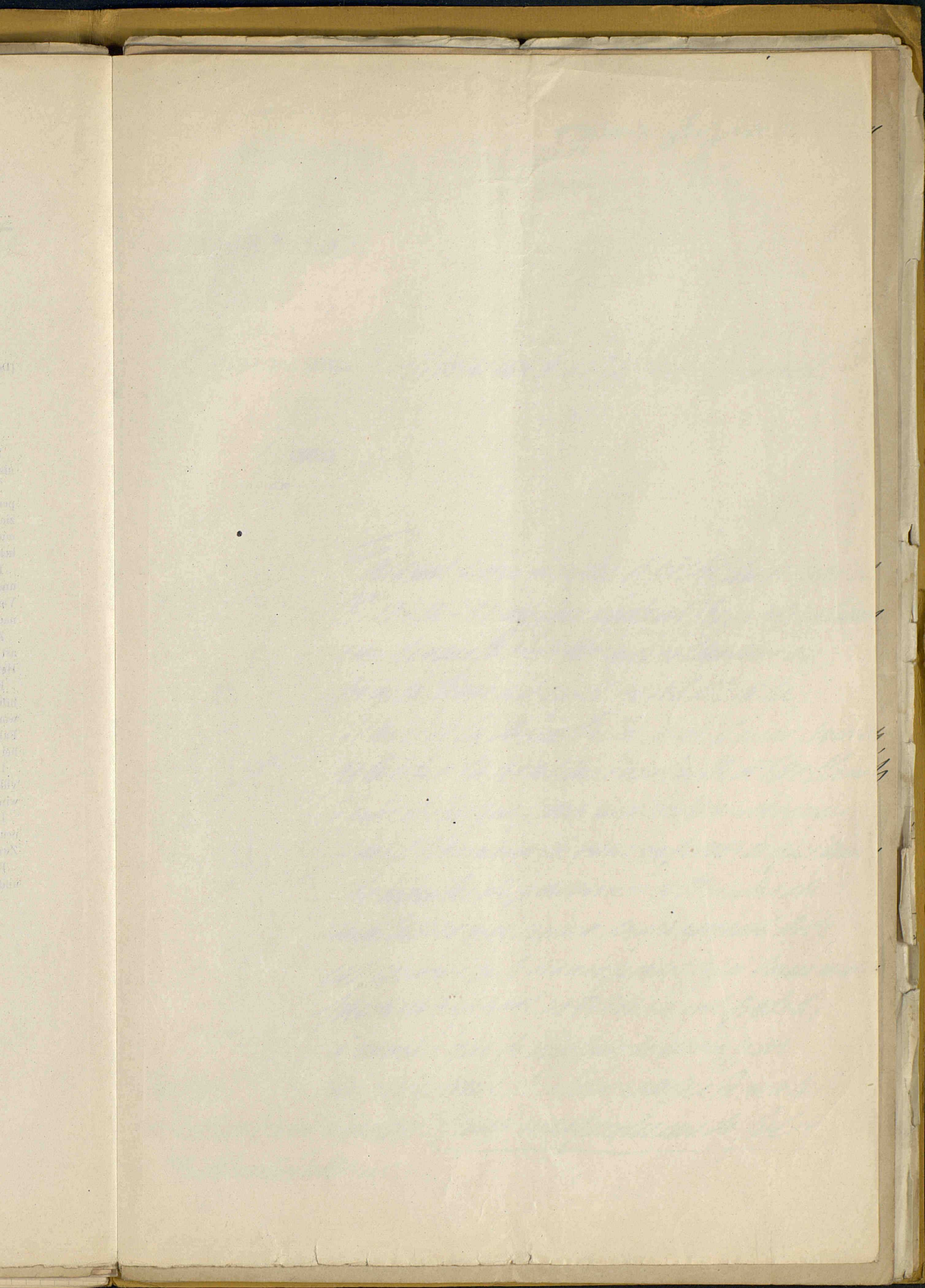
Art. 2. — Dieselbe steht unter der Leitung der Verwaltungs- und Aufsichtsbehörden der Heilanstalt.

Art. 3. — Ein Verwaltungsreglement wird die Rechte und Pflichten der sub 2 benannten Verwaltungskörper, sowie die Aufnahmebedingungen der Kranken bestimmen.

Art. 4. — Ein Kredit von 50.000 Franken wird zur Deckung der Kosten im Budget eingeschrieben.

ERPELDING, René BLUM, Dr WELTER, KRACK, Mme THOMAS.





LU

MA

R

du

Pour info
au don
2.7.1
Le 27/07
My

Ammonium
de l'hydrogène
de l'hydrogène
de l'hydrogène
de l'hydrogène

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

DIRECTION
DE LA
MAISON DE SANTÉ.

N^o 1884/2

RÉPONSE A LA LETTRE

du

ANNEXE

ETTELBRUCK, le

1921

Monsieur le Président Général,

Pour info
au dossier.
2.7.1920
Le Dr. J. J. J. J.
W

Faisons suite à votre lettre du 11 mai 1920.
N^{os} 12-14-40 me demandant des explications
aup. de vous sur mon ser. mes réflexions et
sur ce qui s'est passé au sujet des décrets en la
matière de la Procureur du Juri, le 11 mai 1920, et
de la loi du 11 mai 1920 en matière de décrets
d'urgence pour les affaires urgentes.
J'ai l'honneur de vous en faire ce qui suit:
de nombreux personnes atteintes de
maladies mentales, principalement de
démence, comme je le disais jadis, de la forme
première, d'après les constatements faits,
à moins que de vouloir se servir, pour
en faire un usage, de ce terme vague de "maladie
de la tête" ou "trouble mental" pour masquer des cas de folie,
de l'insécurité de la Procureur

Monsieur
le Président Général
de l'Administration Publique
à Luxembourg

L'aliénation mentale, comme un se-
ptième de la famille couramment, tel que
c'est l'usage habituel.

Un maximum d'une demi, voire même,
d'une douzaine de sujets de ce genre,
exactement adaptés, ne sauront
suffire pour la leur propre éducation,
à grands frais, pour le service, à l'instar
des - d'autre enfin!

On ne devra pas oublier que le nombre
pour cela mettre sous pavillon (Hommes
Femmes) exclusivement à la disposition;
il y aura par la suite une exploitation
et une administration spéciale, un personnel,
un régime etc. pour toutes ces choses, frais
nécessaires des frais très - élevés et absolument
hors de proportion avec le but médical que
on s'efforce.

Enfin, il faut tenir compte d'un autre
facteur, facteur moral il est vrai, mais
qui dans notre pays, a une importance et

qui mérite d'être relevé, qui mérite qu'on en
tienne compte; c'est que le siège de cette
institution serait bel et bien un acte d'abandon,
en sens à "Hoffmann"!...

L'admirable, notons, pour le grand public de se
sans cesse rattacher ce nom à une terre pour
les malheureuses familles dont quelque membre,
frappé d'abandonnement mental, était placé à l'asile.
Pourquoi, de lors, exagérer encore le risque d'une
si grande publicité dans notre pays, si en effet,
où la publicité ^{ne} s'est ^{que} trop souvent acquiescée pour rendre
un courant de ce qui se passe chez le malade?
Pourquoi vouloir marquer ces malheureux, eux-mêmes,
d'un autre signe de Cain, en disant "Erm", qu'ils
ont été à "Hoffmann"!

Je ne suis donc pas d'avis de venir à la Maison
de Santé, cette soi-disant clinique.

Le jour où l'Etat aura créé, soit à l'Université,
soit ailleurs, dans le pays, un Musée Clinique
où l'on en ait en cas de besoin de patients depuis longtemps,
une section pour ces malades de maladies y aura
sa place toute indiquée.

A. M. S. en 44 cas de la Maison de Santé,

[Signature]

MA

DU

*Memoire
de L.*

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

ETTELBRUCK, LE 20 Juin 1923

DIRECTION
DE LA
MAISON DE SANTÉ.

No 6559/5.

RÉPONSE À LA LETTRE

DU

-□-

ANNEXE

Monsieur le Directeur Général,

Faisant suite à votre Dépêche du 13 Juin
N° 13-14-20, j'ai l'honneur de vous in-
former qu'en temps et lieu, il a été
répondre en due forme à la communication
de Monsieur le Directeur Général Meltzer.

Comme itérativement on est
revenue avec cette proposition, je
crois devoir tout en maintenant ab-
solument mes objections et réserves
formuler après conférence avec mes
deux collègues l'avis qui à titre d'essai
et provisoirement, on pourrait établir
dans le bâtiment d'Administration, où
il reste des pièces disponibles, un
hôpital pour petits mentaux et nerveux
ne tombant pas sous le régime des
aliénés.

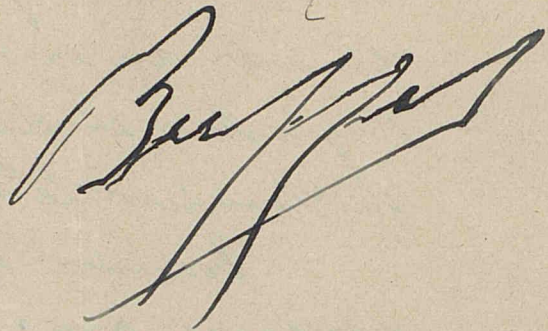
À cet effet, il n'y aurait qu'à
augmenter provisoirement le crédit
dit, Pour Entretien des Pensionnaires et
du "Mobilier", d'une somme de 50.000 francs.

à
Monsieur le Directeur Général
de l'Assistance publique
à
Luxembourg.

Quant

Quant aux modalités d'installation
et de fonctionnement de ce nouveau
service absolument indépendant de
l'asile et du régime des aliénés, le
développement et l'expérience devront
nous servir de guide ultérieurement.

Le Médecin-Directeur de la Maison de Santé,



GOUVERNEMENT

Assistance publique

et

Service sanitaire

N°

ANNEXE

Luxembourg, le

17 juin 1921.

Monsieur le Médecin-Directeur
de la maison de santé
d'Ettelbruck.

J'ai l'honneur de vous soumettre ci-jointe une ébauche d'un règlement d'administration publique sur le service médical particulier des médecins-chefs de service, avec la prière de bien vouloir me faire connaître les objections que vous serez dans le cas d'y présenter.

Il me serait particulièrement agréable si nous pouvions nous en entretenir de vive voix. A cette fin je suis à votre disposition tous les jours de la semaine (excepté l'après-midi des mercredis) dans mon bureau à l'Hôtel du Gouvernement.

M. le Directeur général de la Justice et des Travaux publics désirant être en possession du projet à bref délai, il se recommanderait de choisir pour l'entrevue un des premiers jours de cette semaine.

Le Conseiller de Gouvernement,



GOUV

Assi

Ser

N

*Gie
xine*

74.

Gaile

Glaes

Hamel

Brass

(L. ten

Gribu

in emb

Council

(Voir de

suppl'm

reclam

du d'ind

e' Joli

ingulier

mm. Tab

glue

Has

Donc

GOUVERNEMENT

Assistance publique
et
Service sanitaire

N^o 19-26-20

ANNEXE

Luxembourg, le 12 juillet 1921.

Monsieur le Président,

En exécution de l'art. 1er de la loi du 12 mai 1921, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, avec prière de bien vouloir le soumettre à l'avis de votre haute corporation, un projet de règlement d'administration publique sur l'exercice de la pratique externe des médecins-chefs de service à la maison de santé d'Ettelbruck.

La seule objection que ce projet a rencontrée de la part du médecin-directeur se rapporte à la disposition de l'art. 1er qui défend aux médecins-chefs de service d'être attachés directement ou indirectement à un établissement neuro-psychiatrique géré par un tiers. Aux dires de ce fonctionnaire cette disposition devrait disparaître parce que son interprétation serait de nature à donner lieu à des difficultés. Il me semble cependant que la rédaction proposée ne laisse rien à désirer sous le rapport de la précision, et qu'elle répond également à l'esprit qui a dicté la disposition afférente de la loi précitée.

Le Directeur général de la Justice
et des Travaux publics,

Monsieur le Président du Conseil d'Etat,

E / V .

Prés. C. v. pain 8093
circuler :

74.

Faile Faber

Glaser m. 8

Hanckes m. 43

Brass. - m. 13

Le tout sera distribué à tous les membres du Conseil

(Voir document supplémentaire réclamé Rapport du Directeur de l'Administration de la Justice 1921)

Mme. Faber

Glaser

Hanckes

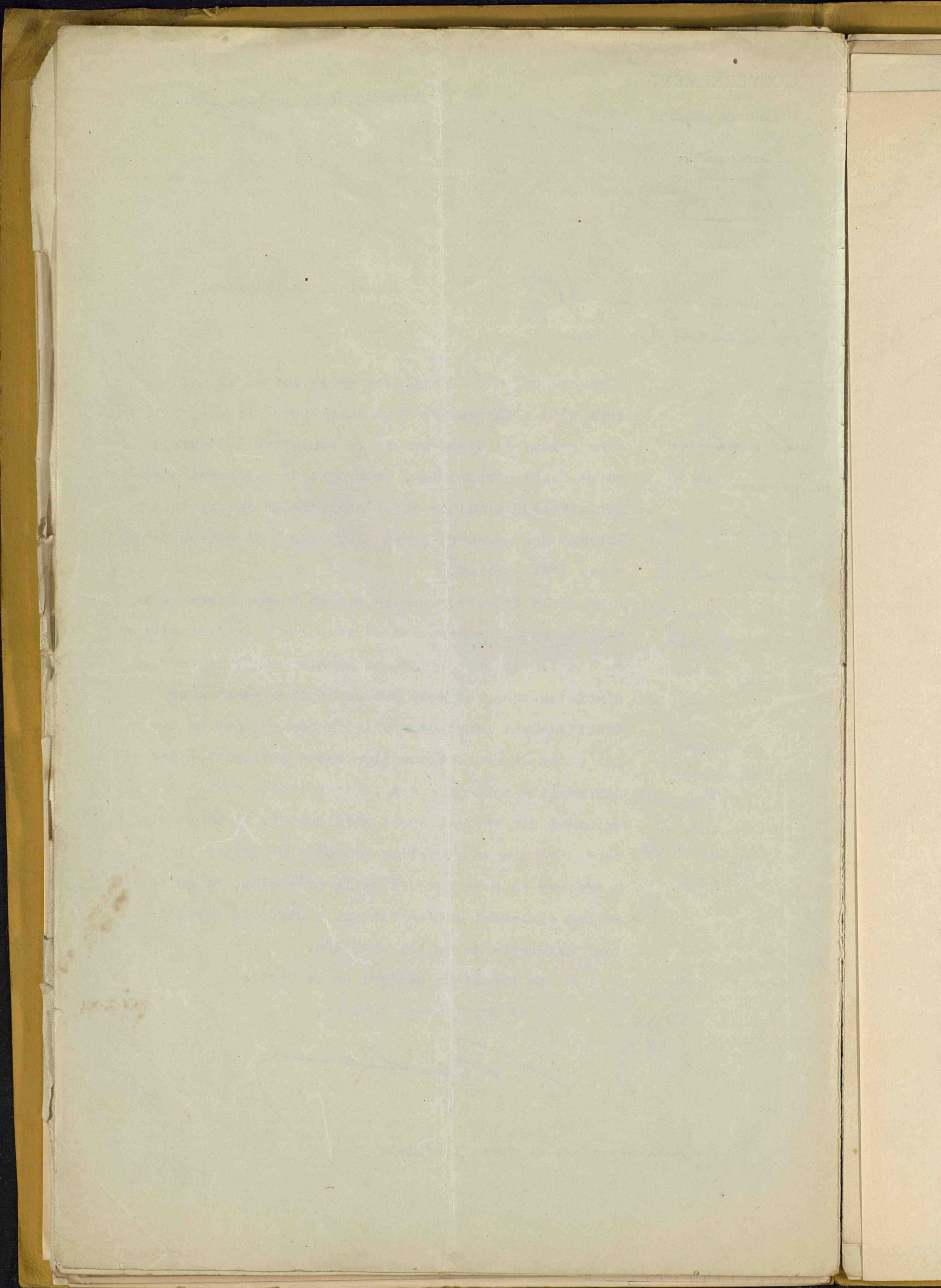
Brass.

m. 8

m. 43

m. 13

Reinhold



Nous Charlotte,

par la grâce de Dieu,

Grande-Duchesse de Luxembourg,

Duchesse de Nassau,

etc., etc., etc.

Vu l'art. 1er de la loi du 12 mai 1921, portant modification de la loi du 3 juin 1901, concernant l'organisation du personnel de la maison de santé d'Ettelbruck et de l'hospice du Rham;

Vu l'avis conforme du Conseil d'Etat;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1er. Il est interdit aux médecins-chefs de service d'ouvrir un cabinet de consultation à jour et heure fixes, de créer personnellement un institut neuro-psychiatrique et d'être attaché directement ou indirectement à un pareil établissement créé ou géré par un tiers.

Art. 2.- Le service à la maison de santé des médecins-chefs de service sera organisé de façon à leur permettre à chacun, à des conditions égales, l'exercice de la pratique externe conformément à l'art. 1er de la loi du 12 mai 1921.

Les médecins-chefs de service ne peuvent s'absenter simultanément pour l'exercice de la pratique externe qui, en toute hypothèse, est primée par l'intérêt des malades et le service de la maison de santé.

Art. 3.- Notre Directeur général de la Justice et des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Mémorial.

Charlotte,

South Carolina,

August 1864

My dear Sir,

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 14th inst. in relation to the matter of the

proposed amendment to the constitution of the State, and in reply to inform you that the same has been forwarded to the

proper authorities for their consideration, and that they will be held in due season.

I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,

Wm. L. G. ...

le
lier
chi
R
lon
ie
te
me

St. John's, N. B.

June 10, 1881

Dear Sir,

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 8th inst.

in relation to the above.

I am sorry to hear that you are unable to visit us at the present time, but I trust you will be able to do so at some future date.

I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,

Wm. H. Murray
Secretary of the Board of Education
St. John's, N. B.

I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
Wm. H. Murray
Secretary of the Board of Education
St. John's, N. B.

I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
Wm. H. Murray
Secretary of the Board of Education
St. John's, N. B.

ava

avant-projet

Nous Charlotte,

par la grâce de Dieu,

Grande-Duchesse de Luxembourg,

Duchesse de Nassau,

etc., etc., etc.

Vu la loi du 12 mai 1921, portant modification de la loi du 8 juin 1901, concernant l'organisation du personnel de la maison de santé d'Ettelbruck et de l'hospice du Rham;

Vu l'avis conforme du Conseil d'Etat;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Art. 1er.— L'intérêt des malades et du service de la maison de santé prime tout service médical particulier du médecin-chef de service.

Art. 2.— Les médecins-chefs de service peuvent pendant leurs moments disponibles soit donner des consultations en cabinet, sur toutes les branches de l'art de guérir, soit accepter même en dehors de leur résidence, le traitement de cas spéciaux neuro-psychiatriques.

Art. 3.— Il est interdit au médecin-chef de service de créer personnellement un institut neuro-psychiatrique, d'être attaché directement ou indirectement à un pareil établissement créé ou géré par un tiers autre que l'Etat, ou d'ouvrir à jour et heure fixes, un cabinet de consultations en dehors de sa résidence.

Art. 4.— Les médecins-chefs de service ne peuvent s'absenter simultanément pour l'exercice de leur service médical particulier. Le service à la maison de santé sera organisé de façon à permettre sous

la

Lois Hospitalière

pour la garde de Dieu

Strasbourg-Münster de l'Université

Münster de l'Université

etc., etc., etc.

En la loi du 13 mai 1901, portant modification de la loi du 2
juin 1901, concernant l'organisation du personnel de la maison de

santé d'Alsace et de l'hospice de Rhénan;

En l'avis conforme du Conseil d'Etat;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Art. 1er. - L'intérêt des malades et du service de la maison

de santé prime tout service médical particulier du médecin-chef de

service.

Art. 2. - Les médecins-chefs de service peuvent pendant leurs

moments disponibles soit donner des consultations en cabinet, soit

toutes les branches de l'art de guérir, soit assister même en dehors

de leur résidence, le traitement de cas spéciaux neuro-psychiatriques.

Art. 3. - Il est interdit au médecin-chef de service de créer

personnellement un institut neuro-psychiatrique, d'être attaché à

un établissement ou indirectement à un établissement créé ou géré

par un tiers autre que l'Etat, ou d'ouvrir à jour et heures fixes,

un cabinet de consultations en dehors de sa résidence.

Art. 4. - Les médecins-chefs de service ne peuvent s'absen-

ter simultanément pour l'exercice de leur service médical particulier.

Le service de la maison de santé sera organisé d'après le tableau ci-

4
la réserve stipulée à l'art. 1er ci-dessus, à chacun
des médecins-chefs de service à des conditions
égales l'exercice de la faveur lui réservée par la
loi précitée du 12 mai 1921.

Art. 5.- Notre Directeur général de la Justice
et des Travaux publics est chargé de l'exécution du
présent arrêté, qui sera inséré au Mémorial.

, le

Le Directeur général
de la Justice et des Travaux
publics,

la réserve stipulée à l'art. 1er ci-dessus, à chacun

des médecins-chefs de service à des conditions
égales l'exercice de la fonction lui réservée par la

loi précitée du 12 mai 1891.

Art. 2. - Notre Directeur général de la Justice

et des Travaux publics est chargé de l'exécution de

présent arrêté, qui sera inséré au Mémorial.

Le

Le Directeur général

de la Justice et des Travaux

publics,

M. G.
L. G.

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

DIRECTION
DE LA
MAISON DE SANTÉ.

N^o 2528/4

RÉPONSE A LA LETTRE

du

ANNEXE

ETTELBRUCK, le 2 juillet 1921.

4

Monsieur le Conseiller,

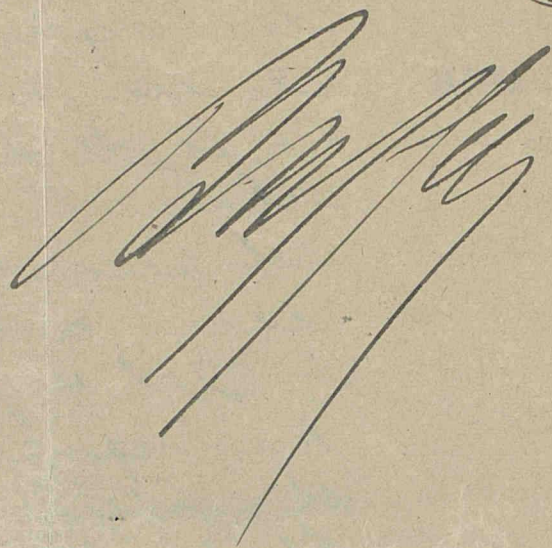
out 3
J'ai l'honneur de vous renvoyer sous ce pli le projet de règlement concernant l'exercice de la pratique des médecins - Chefs de Service de la Maison de Santé. J'estime que tout est bien ainsi, qu'il n'y a rien à ajouter, sauf que l'Art. 4 paraît être superflu puisque déjà l'Article 1^{er} stipule et spécifie même mieux et établit pour ainsi dire complètement et sans discussion ni interprétation la base du service médical particulier du médecin-chef de Service. Or l'interprétation des mots, attachés directement ou indirectement, "etc." pourra toujours donner lieu au pour ou contre, malgré la meilleure volonté, pourvu qu'il y ait quelque intention, malveillance ou quelque autre cause analogue des difficultés, alors que l'Art. 1^{er} donne toute précision

en

Monsieur le Conseiller
de Gouvernement Dumont
à
Luxembourg.

en même temps que toute
garantie et toute prise pour
assurer de façon constante les
soins des aux malades de
l'asile.

Le Médecin-Directeur de la Maison de Santé,

A large, stylized handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and a long, sweeping tail that extends towards the bottom right of the page.

urke
pour
les
de

de Louk,

SE

N

mal

alie

la te

ner

avec

et fu

qua

pro

clari

avec l

d'op

à l'a

la m

men

d'o

per

don

s'm

stam

Monsie

du Co

GOUVERNEMENT
SERVICE SANITAIRE

N° 13-24-36.

1 Annexe.

Conseil d'Etat.

Projet de loi concernant l'établissement de la Maison

de santé

d'Ettelbruck.

Luxembourg, le 7 juillet 1936.

Dépêche au Conseil d'Etat.

14

L'atoulement d'une clinique des
malades nerveux avec l'asile de
aliénés ne serait pas fait pour inspirer
la sérénité d'âme et d'esprit aux pauvres
nerveux, ni jaloux de leur sensibilité.

Bien que la conscience de la cohabitation
avec des aliénés, leur présence est horriblement
et finissait par leur être insupportable,
quand même tout contact, toute
proximité seraient dignement
écartés — C'est qu'il faut compter
avec l'état d'âme et les dispositions
d'esprit malade, de ces malheureux.

Et puis ^{jamais} le public ne saura se faire
à l'idée d'une ^{cohabitation} association, dans
la même Etablissement, de malades
mentaux et nerveux. Quelque chose
d'odieux resterait attaché aux
personnelles logé à la clinique

preuve s. v. p.

14/07. 7.

er sous ce pli,

délibérations

concernant

Ettelbruck.

issement per-

traitement de

porté à 600 sans

maximum qu'il

as l'intérêt

psychothérapie

entre que la Maison

e ceux-ci ne

et de 8 m³ par

ur la nécessité

mander si le

à des circons-

e en escompter

atistique de

vironnants nous

s nous trouvons

en présence d'un accroissement régulier et continu. En effet,

la moyenne des malades hospitalisés par jour à Ettelbruck

s'est accrue durant les 10 dernières années de la façon

Monsieur le Président

du Conseil d'Etat,

E/V.

des keufs, à Ettelbrück... et ne
manquerait pas
d'éloigner ~~la~~ la clientèle.

Luxembourg le 8-1-1921

F. Juvé, Secrétaire
du Collège Médical.

SE

N

sho

réobler

Am i 4

Q. 121

Prière d

circular

MM. Hamé

Mout

Leide

Sax,

Delan

. 31

ob

3-31

Jaeger

no 4

no 1

. 29

sho

T

shoff

o

. 31

sh

sh

Monsie

du Co

GOVERNEMENT
SERVICE SANITAIRE

N° 13-24-36.

1 annexe.

Conseil d'Etat

Projet de loi concernant l'agrandissement de la Maison
de Santé
d'Ettelbruck.

Luxembourg, le 7 juillet 1936.

Dépêche au Conseil d'Etat.

14

Monsieur le Président,

Reçu S. V. H.

Am à tirer du 16. VII. 436.

Q. 12/21

4

14/VII. 7.

Prière de b.v. faire
circuler:

MM. Hamélius,

Moutrier,

Leidenbach,

Sax,

Delahaye.

Nous avons l'honneur de vous envoyer sous ce pli,

avec prière de bien vouloir le soumettre aux délibérations

de votre haute Compagnie, un projet de loi concernant

l'agrandissement de la Maison de Santé d'Ettelbruck.

Les pavillons actuels de cet établissement per-

mettent normalement l'hospitalisation et le traitement de

550 malades, chiffre qui peut cependant être porté à 600 sans

inconvenients graves, mais qui constitue un maximum qu'il

n'est pas recommandable de dépasser, tant dans l'intérêt

de l'hygiène en général que dans celui de la psychothérapie

et de la sécurité. Si nous constatons par contre que la Maison

de santé loge actuellement 712 malades et que ceux-ci ne

disposent dans certains quartiers que de 2 m² et de 8 m³ par

personne, il ne peut y avoir plus de doute sur la nécessité

d'un agrandissement approprié. On peut se demander si le

nombre élevé actuel des malades n'est pas dû à des circons-

tances extraordinaires, de sorte qu'on puisse en escompter

sous peu une nouvelle diminution. Mais la statistique de

notre asile aussi bien que celle des pays environnants nous

apprend que tel n'est pas le cas, et que nous nous trouvons

en présence d'un accroissement régulier et continu. En effet,

la moyenne des malades hospitalisés par jour à Ettelbruck

s'est accrue durant les 10 dernières années de la façon

Monsieur le Président

du Conseil d'Etat,

E/V.

suivante :

1926.....	546,6	1931.....	615,7
1927.....	548,7	1932.....	641,5
1928.....	552,8	1933.....	673,2
1929.....	554,8	1934.....	679,3
1930.....	570,0	1935.....	697,3

Il est vrai que la crise économique est pour quelque chose dans cet accroissement rapide, mais elle n'est ~~pas~~ à considérer que comme cause secondaire.

En admettant même que la population de la Maison de santé reste stationnaire à l'avenir, ce qui n'est guère probable, l'établissement actuel hébergerait au moins quelque 160 malades de trop, surpeuplement dont souffrent surtout les quartiers de l'ancien asile situé à gauche de la route de Luxembourg à Ettelbruck, d'abord, parce que les conditions hygiéniques y sont bien moins favorables et ensuite parce que l'état de la plupart des malades ne permet pas de les loger dans les pavillons du parc, pour des raisons d'ordre et de sécurité. D'où il résulte que les anciens pavillons de la Maison de santé, au lieu d'être relativement moins peuplés que la nouvelle partie, sont au contraire beaucoup plus surchargés que cette dernière. Le fait est que ces 4 pavillons qui peuvent recevoir chacun normalement 60 - 65 malades, en logent actuellement 100 - 110.

Les quartiers des deux sexes étant surpeuplés de façon à peu près égale, il est indiqué de construire pour chaque division un nouveau pavillon pouvant loger une centaine de malades. Comme précisément les malades agités et dangereux y seront logés, on ne pourra prévoir plus de 30 à 35 malades par quartier et par étage. La construction de ces deux pavillons, qui viendront se placer à droite et à gauche de l'axe de l'ancien asile, dans le jardin potager, permettra donc l'hospitalisation de 750 à 800 malades à la Maison de santé. Il est vrai que théoriquement un seul pavillon de ce genre suffirait pour le moment aux besoins les plus urgents, mais en réalité tel n'est pas le cas, d'une part, parce qu'un seul

GOUVERNEMENT
SERVICE SANITAIRE

~~Avant-projet de loi~~
~~concernant l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettelbruck.~~

Article unique.- Le Gouvernement est autorisé à faire
procéder à l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettelbruck.

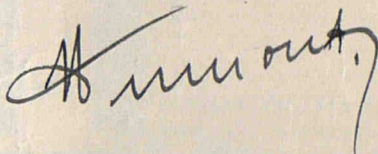
Un premier crédit de 2 millions sera inscrit à cet
effet sous l'article 156 ¹⁰ du budget des dépenses de
l'exercice 1936.

pavillon ne remédierait qu'en partie au trop-plein actuel, puisqu'il ne contiendrait que 100 malades et qu'il faut en loger ~~160 de trop~~ 160 de trop, et, d'autre part, parce qu'un seul pavillon ne pourrait pratiquement servir qu'aux malades d'un seul sexe, de sorte que l'une des deux divisions serait déchargée, tandis que l'autre s'en tiendrait au status quo.

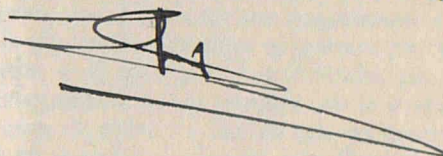
L'agrandissement projeté de la Maison de santé d'Ettelbruck ne se laisse donc plus différer sans compromettre gravement le service de l'établissement.

En conséquence nous vous prions, Monsieur le Président, de bien vouloir soumettre l'avant-projet de loi joint aux délibérations de votre haute Compagnie.

Le Ministre du Service sanitaire,



Le Ministre des Travaux publics,



15 CONSEIL D'ÉTAT

PROJET DE LOI

concernant
l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettelbruck.

DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 7 juillet 1936.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous envoyer sous ce pli, avec prière de bien vouloir le soumettre aux délibérations de votre haute compagnie, un projet de loi concernant l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettelbruck.

Les pavillons actuels de cet établissement permettent normalement l'hospitalisation et le traitement de 550 malades, chiffre qui peut cependant être porté à 600 sans inconvénients graves, mais qui constitue un maximum qu'il n'est pas recommandable de dépasser, tant dans l'intérêt de l'hygiène en général que dans celui de la psychothérapie et de la sécurité. Si nous constatons par contre que la Maison de santé loge actuellement 712 malades et que ceux-ci ne disposent dans certains quartiers que de 2 m² et de 8 m² par personne, il ne peut y avoir plus de doute sur la nécessité d'un agrandissement approprié. On peut se demander si le nombre élevé actuel des malades n'est pas dû à des circonstances extraordinaires, de sorte qu'on puisse en escompter sous peu une nouvelle diminution. Mais la statistique de notre asile aussi bien que celle des pays environnants nous apprend que tel n'est pas le cas, et que nous nous trouvons en présence d'un accroissement régulier et continu. En effet, la moyenne des malades hospitalisés par jour à Ettelbruck s'est accrue durant les dix dernières années de la façon suivante :

1926.....	546,6	1931.....	615,7
1927.....	548,7	1932.....	641,5
1928.....	552,8	1933.....	673,2
1929.....	554,8	1934.....	679,3
1930.....	570,0	1935.....	697,3

Il est vrai que la crise économique est pour quelque chose dans cet accroissement rapide, mais elle n'est à considérer que comme cause secondaire.

En admettant même que la population de la Maison de santé reste stationnaire à l'avenir, ce qui n'est guère probable, l'établissement actuel hébergerait au moins quelque 160 malades de trop, surpeuplement dont souffrent surtout les quartiers de l'ancien asile situé à gauche de la route de Luxembourg à Ettelbruck, d'abord, parce que les conditions hygiéniques y sont bien moins favorables et ensuite parce que l'état de la plupart des malades ne permet pas de les loger dans les pavillons du parc, pour des raisons d'ordre et de sécurité. D'où il résulte que les anciens pavillons de la Maison de santé, au lieu d'être relativement moins peuplés que la nouvelle partie, sont au contraire beaucoup plus surchargés que cette dernière. Le fait est que ces quatre pavillons qui peuvent recevoir chacun normalement 60 à 65 malades, en logent actuellement 100 à 110.

Les quartiers des deux sexes étant surpeuplés de façon à peu près égale, il est indiqué de construire pour chaque division un nouveau pavillon pouvant loger une centaine de malades. Comme précisément les malades agités et dangereux y seront logés, on ne pourra prévoir plus de 30 à 35 malades par quartier et par étage. La construction de ces deux pavillons, qui viendront se placer à droite et à gauche de l'axe de l'ancien asile, dans le jardin potager, permettra donc l'hospitalisation de 750 à 800 malades à la Maison de santé. Il est vrai que théoriquement un seul pavillon de ce genre suffirait pour le moment aux besoins les plus urgents, mais en réalité tel n'est pas le cas, d'une part, parce qu'un seul pavillon ne remédierait qu'en partie au trop-plein actuel, puisqu'il ne contiendrait que 100 malades et qu'il faut en loger 160, et, d'autre part, parce qu'un seul pavillon ne pourrait pratiquement servir qu'aux malades d'un seul sexe, de sorte que l'une des deux divisions serait déchargée, tandis que l'autre s'en tiendrait au statu quo.

L'agrandissement projeté de la Maison de santé d'Ettelbruck ne se laisse donc plus différer sans compromettre gravement le service de l'établissement.

En conséquence nous vous prions, M. le Président, de bien vouloir soumettre l'avant-projet de loi joint aux délibérations de votre haute compagnie.

Le Ministre du Service sanitaire,
Norbert DUMONT.

Le Ministre des Travaux publics,
Etienne SCHMIT.

PROJET DE LOI.

Article unique. — Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettelbruck.

Un premier crédit de 2 millions sera inscrit à cet effet sous l'art. 156¹⁰ du budget des dépenses de l'exercice 1936.

PROJET DE LOI

l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettebrück

DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 7 juillet 1936.

Monsieur le Président.

Nous avons l'honneur de vous envoyer sous ce pli, avec copie de bien vouloir le soumettre aux délibérations de votre haute compagnie, un projet de loi concernant l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettebrück.

Les pavillons actuels de cet établissement ne permettant normalement l'hospitalisation et le traitement de 250 malades, chiffre qui peut cependant être porté à 600 sans inconvénients graves, mais qui constitue un maximum qu'il n'est pas recommandable de dépasser, tant dans l'intérêt de l'hygiène en général que dans celui de la psychiatrie et de la sécurité. Si nous constatons par contre que la Maison de santé loge actuellement 712 malades et que ceux-ci ne disposent dans certaines parties que de 2 m² et de 8 m² par personne, il ne peut y avoir plus de doute sur la nécessité d'un agrandissement approprié. On peut se demander si le nombre élevé actuel des malades n'est pas dû à des circonstances extraordinaires, de sorte qu'on puisse en recompter sous peu une nouvelle diminution. Mais la statistique de notre santé nous fait bien que dans ces pays environnants nous apprenons que tel n'est pas le cas, et que nous nous trouvons en présence d'un accroissement régulier et continu. En effet, la moyenne des malades hospitalisés par jour à Ettebrück s'est accrue durant les dix dernières années de la façon suivante :

1926	346,6	1931	612,7
1927	348,7	1932	641,3
1928	352,8	1933	673,2
1929	354,8	1934	679,3
1930	370,0	1935	697,3

Il est vrai que la crise économique est pour quelque chose dans cet accroissement rapide, mais elle n'est à considérer que comme cause secondaire.

En admettant même que la population de la Maison de santé reste stationnaire à l'avenir, ce qui n'est guère probable, l'établissement actuel hébergerait au moins quelque 100 malades de trop, surprenantement dont souffrent surtout les quartiers de l'ancien aile située à gauche de la route de Luxembourg à Ettebrück, d'abord, parce que les conditions hygiéniques y sont bien moins favorables et ensuite parce que l'état de la plupart des malades ne permet pas de les loger dans les pavillons du parc, pour des raisons d'ordre et de sécurité. D'où il résulte que les anciens pavillons de la Maison de santé, au lieu d'être relativement moins peuplés que la nouvelle partie, sont au contraire beaucoup plus surchargés que cette dernière. Le fait est que ces quatre pavillons qui peuvent recevoir chacun normalement 60 à 65 malades, en logent actuellement 100 à 110.

Les quartiers des deux sexes étant surpeuplés de façon à peu près égale, il est indiqué de construire pour chaque division un nouveau pavillon pouvant loger une centaine de malades. Comme précédemment les malades agités et dangereux y seront logés, on ne pourra prévoir plus de 30 à 35 malades par quartier et par étage. La construction de ces deux pavillons, qui viendront se placer à droite et à gauche de l'axe de l'ancien aile, dans le jardin potager, permettra donc l'hospitalisation de 750 à 800 malades à la Maison de santé. Il est vrai que théoriquement un seul pavillon de ce genre suffirait pour le moment aux besoins les plus urgents, mais en réalité tel n'est pas le cas, d'une part, parce qu'un seul pavillon ne remédierait qu'en partie au trop-plein actuel, puis qu'il ne contiendrait que 100 malades et qu'il faut en loger 100, et, d'autre part, parce qu'un seul pavillon ne pourrait pratiquement servir qu'aux malades d'un seul sexe, de sorte que l'un des deux divisions serait déchargée, tandis que l'autre se trouverait au statu quo.

L'agrandissement projeté de la Maison de santé d'Ettebrück ne se base donc plus d'ici sans compromettre gravement le service de l'établissement.

En conséquence nous vous prions, M. le Président, de bien vouloir soumettre l'avant-projet de loi joint aux délibérations de votre haute compagnie.

Le Ministre du Service sanitaire,
Norbert DUMONT.

Le Ministre des Travaux publics,
Eugène SCHMIT.

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettebrück. Un premier crédit de 2 millions sera inscrit à cet effet sous l'art. 156^{er} du budget des dépenses de l'exercice 1936.

11 CONSEIL D'ÉTAT,

PROJET DE LOI

concernant

l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettelbruck.

~~Projet d'avis~~ *DU C...*

Par dépêche en date du 7 juillet 1936, le Gouvernement a saisi le Conseil d'Etat d'un projet de loi concernant l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck.

Aujourd'hui cet établissement peut héberger 550 à 600 personnes, chiffre maximum qui, de l'avis du médecin directeur ne peut être dépassé sans compromettre l'intérêt tant de la sécurité que de l'hygiène et de la psychothérapie. Or, la moyenne de la population, qui de 1923 à 1930 a passé de 503 à 570, est subitement montée en 1931 à 615 et a rapidement augmenté depuis, pour atteindre en juillet 1936 le chiffre de 712.

Dans un rapport du 30 janvier 1934, le médecin-directeur appela l'attention du Gouvernement sur cette situation, en, lui signalant plus spécialement le fait que les locaux disponibles à l'asile logeaient à ce moment 140 malades de trop. Tout en admettant que la crise économique est pour quelque chose dans cette augmentation rapide, l'auteur estime en se basant sur un relevé renseignant le mouvement de la population de puis 1923, et sur les statistiques des pays environnants, que nous sommes en présence d'un accroissement régulier et continu, et que nous devons compter avec une population de 750 à 800 malades.

Pour remédier à l'encombrement, il propose la construction dans le jardin potager situé derrière l'ancien asile, de deux nouveaux pavillons, dont l'un à droite et l'autre à gauche de l'axe de cette partie de l'établissement, pouvant recevoir ensemble 200 malades, soit 100 de chaque sexe. La surpopulation existe, en effet, de façon à peu près

PROJET DE LOI

égale dans les quartiers des deux sexes de l'ancien asile, où se trouvent les malades agités et dont les quatre pavil-
lons hébergent actuellement 100 à 110 malades, alors que normalement ils peuvent recevoir chacun seulement 60 à 65 personnes.

Le service de l'architecte de l'Etat, chargé par le Gouvernement d'examiner cette proposition, se mit en rapport avec le chef de l'établissement pour l'étude du programme, de l'emplacement et de la disposition intérieure des deux nouveaux pavillons. Les avant-projets furent dressés par un architecte privé en conformité des vœux de la direction. Comme la forme architecturale des édifices n'est pas encore définitivement arrêtée, il était impossible au Gouvernement de produire un devis détaillé. Monsieur l'architecte de l'Etat déclare cependant dans sa lettre du 19 novembre dernier, que l'état du projet permet d'évaluer approximativement le coût des travaux. Eu égard, d'un côté, au cubage moyen de chacun des deux pavillons, qui est aux environs de 11000 mètres-cube, et à leur destination, qui exige des installations sanitaires coûteuses, de l'autre, aux expériences faites avec des bâtiments du même genre, il admet qu'il faut prévoir un prix unitaire de 2500 frs le mètre-cube, de sorte que la dépense totale s'élèvera à 2 fois 11000 fois 250 ~~soit~~ 5 500 000.- francs, chiffres ronds.

Le conseil, vu les renseignements fournis sur la situation existant actuellement dans certains quartiers de la maison de santé et qui ne saurait perdurer, donne son attache au projet de loi dont le texte n'appelle pas d'observations.

ainsi délibéré en séance plénière du Conseil d'Etat, le 27 novembre 1936.

Le secrétaire,
H.

Le Président,
Emmanuel H.

11 CONSEIL D'ÉTAT,

PROJET DE LOI

concernant

l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettelbruck.

DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 7 juillet 1936.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous envoyer sous ce pli, avec prière de bien vouloir le soumettre aux délibérations de votre haute compagnie, un projet de loi concernant l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettelbruck.

Les pavillons actuels de cet établissement permettent normalement l'hospitalisation et le traitement de 550 malades, chiffre qui peut cependant être porté à 600 sans inconvénients graves, mais qui constitue un maximum qu'il n'est pas recommandable de dépasser, tant dans l'intérêt de l'hygiène en général que dans celui de la psychothérapie et de la sécurité. Si nous constatons par contre que la Maison de santé loge actuellement 712 malades et que ceux-ci ne disposent dans certains quartiers que de 2 m² et de 8 m² par personne, il ne peut y avoir plus de doute sur la nécessité d'un agrandissement approprié. On peut se demander si le nombre élevé actuel des malades n'est pas dû à des circonstances extraordinaires, de sorte qu'on puisse en escompter sous peu une nouvelle diminution. Mais la statistique de notre asile aussi bien que celle des pays environnants nous apprend que tel n'est pas le cas, et que nous nous trouvons en présence d'un accroissement régulier et continu. En effet, la moyenne des malades hospitalisés par jour à Ettelbruck s'est accrue durant les dix dernières années de la façon suivante :

1926.....	546,6	1931.....	615,7
1927.....	548,7	1932.....	641,5
1928.....	552,8	1933.....	673,2
1929.....	554,8	1934.....	679,3
1930.....	570,0	1935.....	697,3

Il est vrai que la crise économique est pour quelque chose dans cet accroissement rapide, mais elle n'est à considérer que comme cause secondaire.

En admettant même que la population de la Maison de santé reste stationnaire à l'avenir, ce qui n'est guère probable, l'établissement actuel hébergerait au moins quelque 160 malades de trop, surpeuplement dont souffrent surtout les quartiers de l'ancien asile situé à gauche de la route de Luxembourg à Ettelbruck, d'abord, parce que les conditions hygiéniques y sont bien moins favorables et ensuite parce que l'état de la plupart des malades ne permet pas de les loger dans les pavillons du parc, pour des raisons d'ordre et de sécurité. D'où il résulte que les anciens pavillons de la Maison de santé, au lieu d'être relativement moins peuplés que la nouvelle partie, sont au contraire beaucoup plus surchargés que cette dernière. Le fait est que ces quatre pavillons qui peuvent recevoir chacun normalement 60 à 65 malades, en logent actuellement 100 à 110.

Les quartiers des deux sexes étant surpeuplés de façon à peu près égale, il est indiqué de construire pour chaque division un nouveau pavillon pouvant loger une centaine de malades. Comme précisément les malades agités et dangereux y seront logés, on ne pourra prévoir plus de 30 à 35 malades par quartier et par étage. La construction de ces deux pavillons, qui viendront se placer à droite et à gauche de l'axe de l'ancien asile, dans le jardin potager, permettra donc l'hospitalisation de 750 à 800 malades à la Maison de santé. Il est vrai que théoriquement un seul pavillon de ce genre suffirait pour le moment aux besoins les plus urgents, mais en réalité tel n'est pas le cas, d'une part, parce qu'un seul pavillon ne remédierait qu'en partie au trop-plein actuel, puisqu'il ne contiendrait que 100 malades et qu'il faut en loger 160, et, d'autre part, parce qu'un seul pavillon ne pourrait pratiquement servir qu'aux malades d'un seul sexe, de sorte que l'une des deux divisions serait déchargée, tandis que l'autre s'en tiendrait au statu quo.

L'agrandissement projeté de la Maison de santé d'Ettelbruck ne se laisse donc plus différer sans compromettre gravement le service de l'établissement.

En conséquence nous vous prions, M. le Président, de bien vouloir soumettre l'avant-projet de loi joint aux délibérations de votre haute compagnie.

Le Ministre du Service sanitaire,
Norbert DUMONT.

Le Ministre des Travaux publics,
Etienne SCHMIT.

PROJET DE LOI.

Article unique. — Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'agrandissement de la Maison de santé d'Ettelbruck.

Un premier crédit de 2 millions sera inscrit à cet effet sous l'art. 156¹⁰ du budget des dépenses de l'exercice 1936.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

Par dépêche en date du 7 juillet 1936, le Gouvernement a saisi le Conseil d'Etat d'un projet de loi concernant l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck.

Aujourd'hui, cet établissement peut héberger 550 à 600 personnes, chiffre maximum qui, de l'avis du médecin-directeur, ne peut être dépassé sans compromettre l'intérêt tant de la sécurité que de l'hygiène et de la psychothérapie. Or, la moyenne de la population, qui de 1923 à 1930 a passé de 503 à 570, est subitement montée en 1931 à 615 et a rapidement augmenté depuis, pour atteindre en juillet 1936 le chiffre de 712.

Dans un rapport du 30 janvier 1934, le médecin-directeur appela l'attention du Gouvernement sur cette situation, en lui signalant plus spécialement le fait que les locaux disponibles à l'asile logeaient à ce moment 140 malades de trop. Tout en admettant que la crise économique est pour quelque chose dans cette augmentation rapide, l'auteur estime, en se basant sur un relevé renseignant le mouvement de la population depuis 1923, et sur les statistiques des pays environnants, que nous sommes en présence d'un accroissement régulier et continu, et que nous devons compter avec une population de 750 à 800 malades.

Pour remédier à l'encombrement, il propose la construction dans le jardin potager situé derrière l'ancien asile, de deux nouveaux pavillons, dont l'un à droite et l'autre à gauche de l'axe de cette partie de l'établissement, pouvant recevoir ensemble 200 malades, soit 100 de chaque sexe. La surpopulation existe, en effet, de façon à peu près égale dans les quartiers des deux sexes de l'ancien asile, où se trouvent les malades agités et dont les quatre pavillons hébergent actuellement 100 à 110 malades, alors que normalement ils peuvent recevoir chacun seulement 60 à 65 personnes.

Le service de l'architecte de l'Etat, chargé par le Gouvernement d'examiner cette proposition, se mit en rapport avec le chef de l'établissement pour l'étude du programme, de l'emplacement et de la disposition inférieure des deux nouveaux pavillons. Les avant-projets furent dressés par un architecte privé en conformité des vœux de la direction. Comme la forme architecturale des édifices n'est pas encore définitivement arrêtée, il était impossible au Gouvernement de produire un devis détaillé. M. l'architecte de l'Etat déclare cependant dans sa lettre du 19 novembre dernier, que l'état du projet permet d'évaluer approximativement le coût des travaux. Eu égard, d'un côté, au cubage moyen de chacun des deux pavillons, qui est aux environs de 11.000 mètres cubes, et à leur destination, qui exige des installations sanitaires coûteuses, de l'autre, aux expériences faites avec des bâtiments du même genre, il admet qu'il faut prévoir un prix unitaire de 250 fr. le mètre cube, de sorte que la dépense totale s'élèvera à $2 \times 11.000 \times 250 = 5.500.000$ fr., chiffres ronds.

Le Conseil, vu les renseignements fournis sur la situation existant actuellement dans certains quartiers de la maison de santé et qui ne saurait perdurer, donne son attache au projet de loi dont le texte n'appelle pas d'observations.

Ainsi délibéré en séance plénière du Conseil d'Etat, le 27 novembre 1936.

Le Président,

Ernest HAMÉLIUS.

Le Secrétaire,

Armand STUMPER.

Le Ministre du Service sanitaire,
Norbert DUMONT.
Le Ministre des Travaux publics,
Eugène SCHMIT.

A Monsieur

du C

à

GOUVERNEMENT.

ASSISTANCE PUBLIQUE
ET
SERVICE SANITAIRE

N° 13-24-36.
1 annexe.

Conseil d'Etat.

date. 15.4.37

*Projet de loi concernant l'agrandissement de la
maison de santé d'Ettelbruck.*

Luxembourg, le 31 mars 1937.

3. IV.

rapport du Conseil d'Etat.

Monsieur le Président,

Le projet de loi concernant l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck, projet sur lequel le Conseil d'Etat a émis son avis à la date du 27 novembre 1936, comporte une ajoute en vertu de laquelle le Gouvernement sera habilité à couvrir la somme de 5,5 millions de francs, nécessitée pour les travaux d'agrandissement, par un emprunt.

Le projet de loi, complété, est annexé à la présente.

Nous avons l'honneur de vous prier, Monsieur le Président, de bien vouloir soumettre d'urgence le nouveau texte aux délibérations de votre haute assemblée.

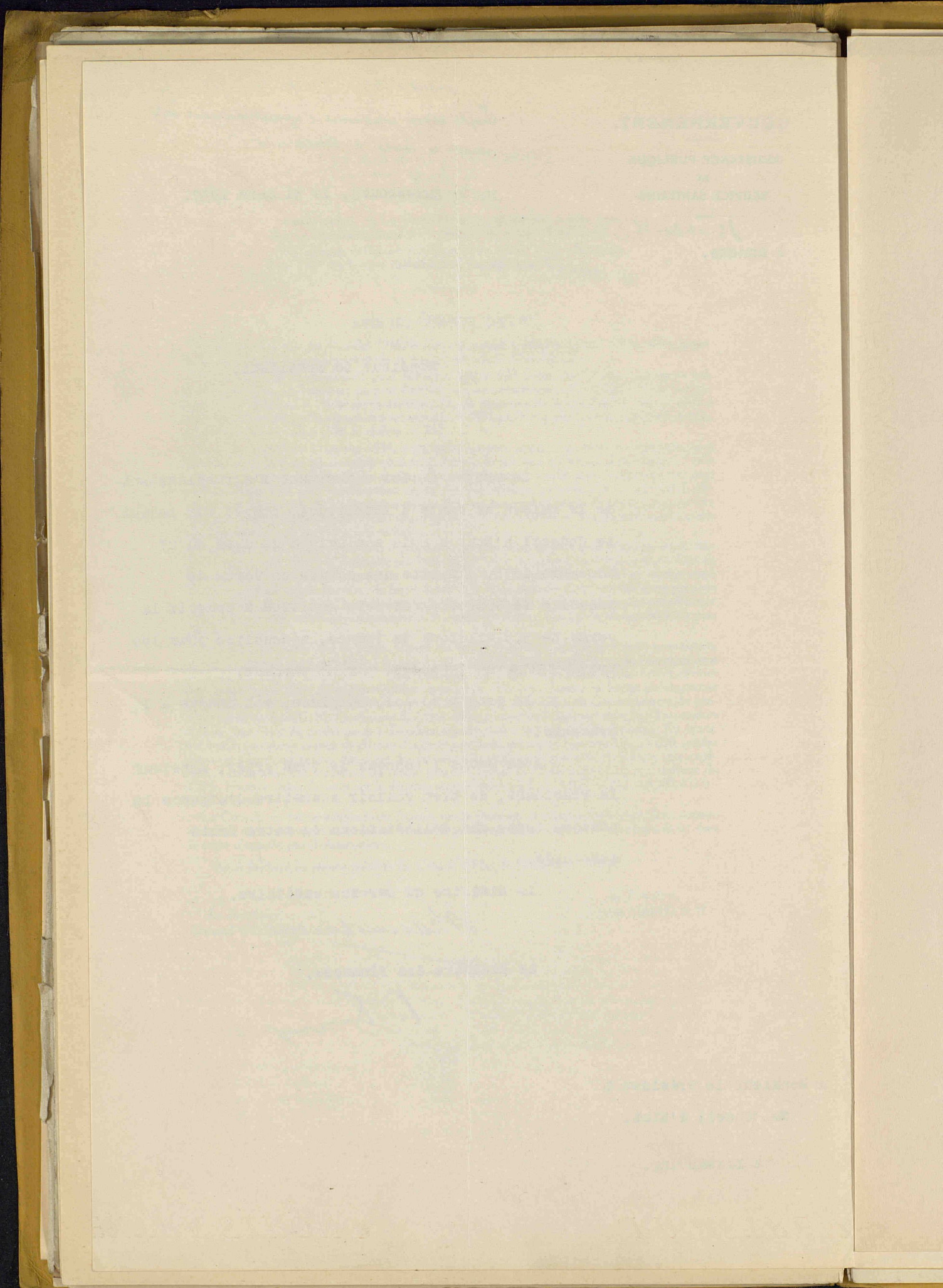
Le Ministre du Service sanitaire,

W. Kirsch

Le Ministre des Finances,

P. L. J.

A Monsieur le Président
du Conseil d'Etat,
à Luxembourg.



~~Commissaire d'Etat.~~

~~Projet de loi~~
~~concernant~~
~~l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck.~~

~~Amendement gouvernemental.~~

Art.-1er.- Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck.

Un premier crédit de deux millions de francs sera inscrit à cet effet sous l'art. 156⁷ du budget des dépenses de l'exercice 1937.

Art.-2.- Pour couvrir la dépense, le Gouvernement est autorisé à émettre un emprunt jusqu'à concurrence de la somme de 5,5 millions de francs. La forme et les conditions d'émission de cet emprunt seront déterminées par Notre Ministre des Finances.

concernant

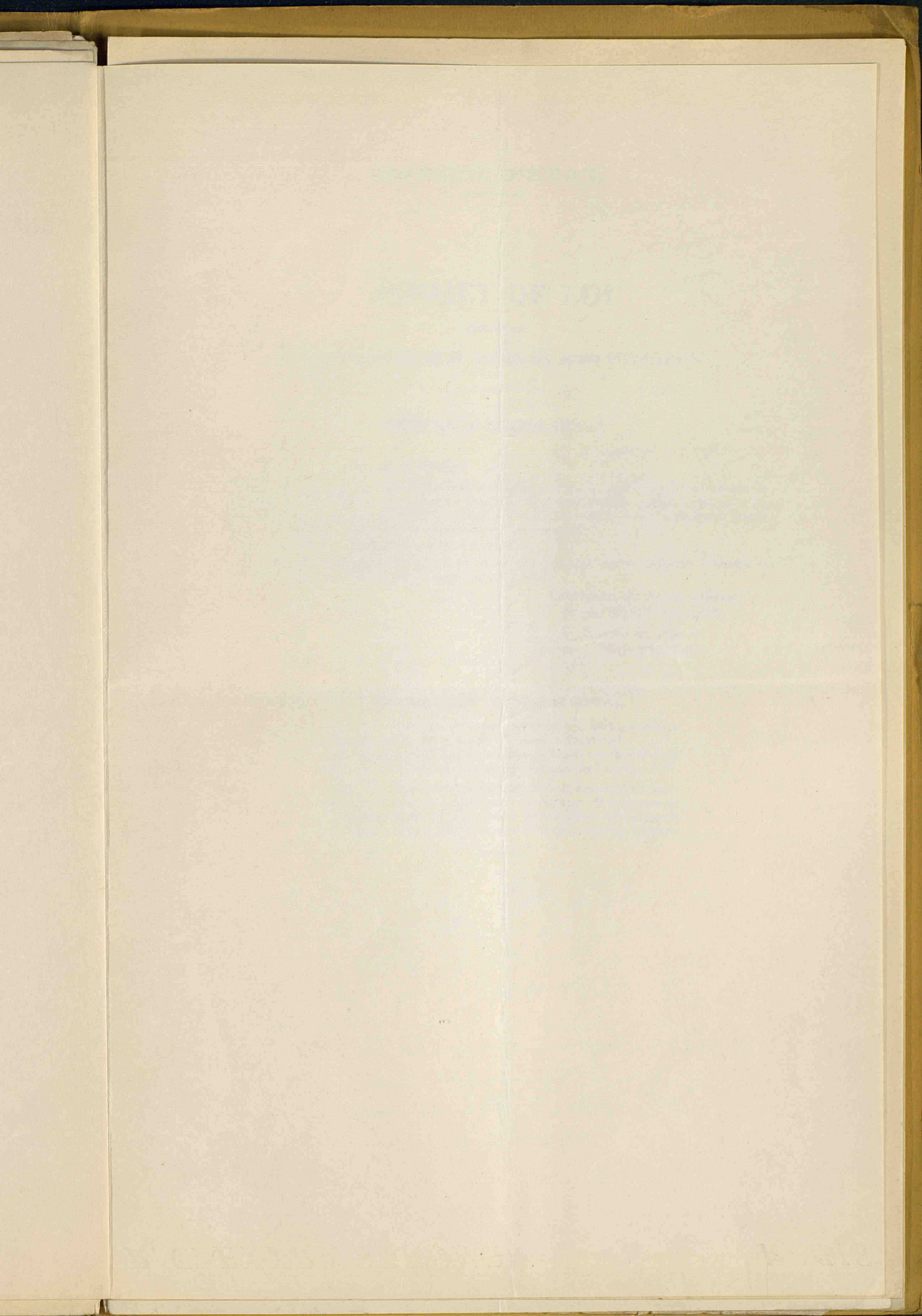
l'approvisionnement en sucre de la région de la vallée de la Saône

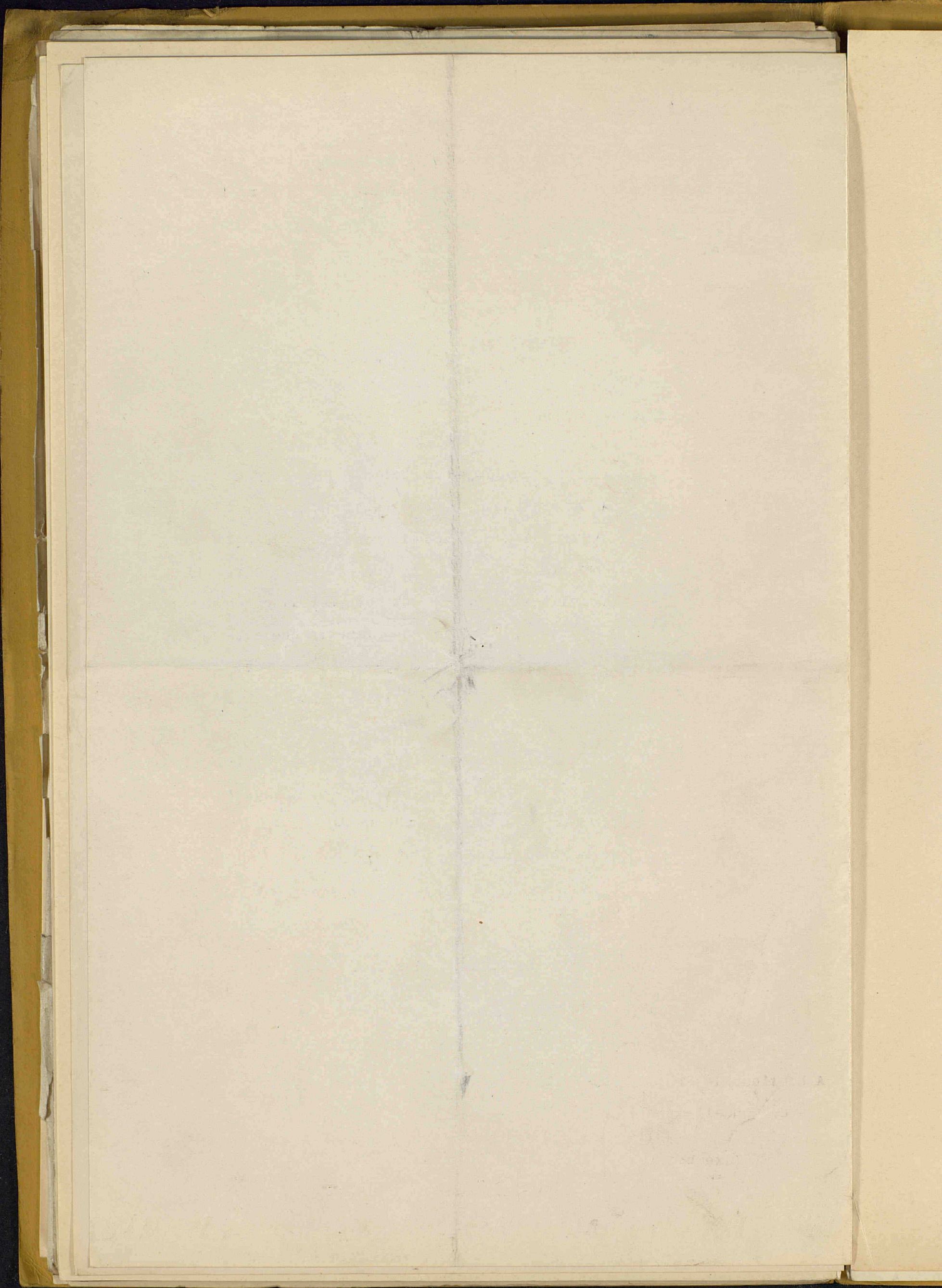
Article premier

Art. 1er. - Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'approvisionnement de la région de la vallée de la Saône en sucre.

Un premier crédit de deux millions de francs sera inscrit à cet effet sous l'art. 1er du budget des dépenses de l'exercice 1937.

Art. 2. - Pour couvrir la dépense, le Gouvernement est autorisé à émettre un emprunt jusqu'à concurrence de la somme de 2,5 millions de francs. Le taux et les conditions d'amortissement de cet emprunt seront déterminés par décret ministériel.





PROJET DE LOI

concernant

l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck.

DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 3 avril 1937.

Monsieur le Président,

Le projet de loi concernant l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck, projet sur lequel le Conseil d'Etat a émis son avis à la date du 27 novembre 1936, comporte une ajoute en vertu de laquelle le Gouvernement sera habilité à couvrir la somme de 5,5 millions de francs, nécessaire pour les travaux d'agrandissement, par un emprunt.

Le projet de loi, complété, est annexé à la présente.

Nous avons l'honneur de vous prier, M. le Président, de bien vouloir soumettre d'urgence le nouveau texte aux délibérations de votre haute assemblée.

Le Ministre du Service sanitaire,
Nicolas BRAUNSHAUSEN.

Le Ministre des finances,
Pierre DUPONG.

AMENDEMENT GOUVERNEMENTAL.

Art. 1^{er}. — Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck.

Un premier crédit de deux millions de francs sera inscrit à cet effet sous l'art. 156⁷ du budget des dépenses de l'exercice 1937.

Art. 2. — Pour couvrir la dépense, le Gouvernement est autorisé à émettre un emprunt jusqu'à concurrence de la somme de 5,5 millions de francs. La forme et les conditions d'émission de cet emprunt seront déterminées par Notre Ministre des finances.

Projet d'avis :

Le Gouvernement soumet l'urgence aux délibérations du Conseil d'Etat un amendement qu'il propose au projet de loi concernant l'agrandissement de la maison de santé d'Eschallbruck, sur lequel le Conseil a émis un avis favorable à la date du 27 novembre 1936.

~~Le projet~~ ^{Le projet unique} dispose que le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'agrandissement de la maison de santé d'Eschallbruck et qu'à cet effet un premier crédit de deux millions de francs sera inscrit sous l'art. 156^{er} du budget des dépenses de l'exercice 1936.

Comme les travaux ne peuvent être commencés que vers le courant de l'année 1937, le projet amendé prévoit que le crédit de deux millions figurera sous l'art. 156^{er} du budget des dépenses de l'exercice 1937.

Le Gouvernement propose, en outre, d'ajouter au projet un art. 2 qui l'autorise, pour couvrir la dépense, à imposer un emprunt jusqu'à concurrence de cinq et demi millions de francs, montant du coût des travaux, emprunt dont la forme et les conditions d'émission seront déterminées par le Ministre des Finances.

Le Conseil se rallie à l'amendement proposé :

Pour avoir une contrepartie de la dépense figurant sous l'art. 1^{er}, il ^{il a bien} ~~est nécessaire~~ de compléter l'art. 2 par un alinéa portant qu'il est inséré au budget des recettes de l'exercice 1937 un art. 87 bis avec la libellé :
" Produits de l'emprunt à réaliser

en vue de l'agrandissement de la
maison de Santa' d'Etthelbunck, au-
torisé par la loi du p. m.

Ainsi délibéré en séance plénière
Du Conseil le 16 avril 1937.

G
LU

AFFAIR

Mo
du

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.
DIVISION
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

3. 4. 52 a

dis. 6. 12. 37

Luxembourg, le 6 décembre 1937.

Monsieur le Président,

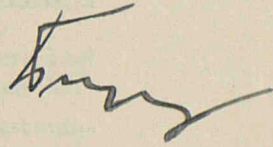
J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que dans
sa séance du 1er décembre 1937 la Chambre des Députés a adopté
à l'unanimité des 54 votants,

le projet de loi concernant l'agrandissement de la mai-
son de santé d'Ettelbruck,

et qu'elle a déclaré en même temps qu'il y a lieu à dispense
du second vote prévu par l'art. 59 de la Constitution.

Veuillez, Monsieur le Président, inviter le Conseil à se
prononcer à son tour sur la question de la dispense du second
vote.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,



Monsieur le Président
du Conseil d'Etat
à
Luxembourg.

GRAND-OTCIMA

27

LES BRONCHES

DIVISION

DES

APPARETS CIRCUITAIRES

Cheminée à l'huile

*Le cheminée à l'huile est une machine à vapeur
qui sert à chauffer les appartements et les
bâtiments. Elle est composée d'une chaudière
et d'un foyer. Le foyer est alimenté par de
l'huile.*

*Le cheminée à l'huile est une machine à vapeur
qui sert à chauffer les appartements et les
bâtiments. Elle est composée d'une chaudière
et d'un foyer. Le foyer est alimenté par de
l'huile.*

*Le cheminée à l'huile est une machine à vapeur
qui sert à chauffer les appartements et les
bâtiments. Elle est composée d'une chaudière
et d'un foyer. Le foyer est alimenté par de
l'huile.*

*Le cheminée à l'huile
est une machine à vapeur.*

Cheminée à l'huile

Cheminée à l'huile

Cheminée à l'huile

CONSEIL D'ÉTAT.

2

PROJET DE LOI

concernant

l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck.

~~PROJET~~ D'AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

Le Gouvernement soumet d'urgence aux délibérations du Conseil d'Etat un amendement qu'il propose au projet de loi concernant l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck, sur lequel le Conseil a émis un avis favorable à la date du 27 novembre 1936.

L'article unique du dit projet dispose que le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck et qu'à cet effet un premier crédit de deux millions de francs sera inscrit sous l'art. 156⁷ du budget des dépenses de l'exercice 1936.

Comme les travaux ne peuvent être commencés que dans le courant de l'année 1937, le texte amendé prévoit que le crédit de deux millions figurera sous l'art. 156⁷ du budget des dépenses de l'exercice 1937.

Le Gouvernement propose, en outre, d'ajouter au projet un art. 2 qui l'autorise, pour couvrir la dépense, à émettre un emprunt jusqu'à concurrence de cinq et demi millions de francs, montant du coût des travaux, emprunt dont la forme et les conditions d'émission seront déterminées par le Ministre des finances.

Le Conseil se rallie à l'amendement proposé.

Pour avoir une contrevaletur de la dépense figurant sous l'art. 1^{er}, il y a lieu de compléter l'art. 2 par un alinéa portant qu'il est inséré au budget des recettes de l'exercice 1937 un art. 87^{bis} avec le libellé :

« Produit de l'emprunt à réaliser en vue de l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck, autorisé par la loi du, pour mémoire. »

Ainsi délibéré en séance plénière, le 16 avril 1937.

Le Secrétaire,

~~Armand STUMPER~~

Le Président,

~~Emmanuel HAMÉLIUS~~

(Texte proposé par le Conseil d'Etat.)

Art. 1^{er}. — Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck.

Un premier crédit de deux millions de francs sera inscrit à cet effet sous l'art. 156⁷ du budget des dépenses de l'exercice 1937.

Art. 2. — Pour couvrir la dépense, le Gouvernement est autorisé à émettre un emprunt jusqu'à concurrence de la somme de 5,5 millions de francs. La forme et les conditions d'émission de cet emprunt seront déterminées par Notre Ministre des finances.

Il est inséré au budget des recettes de l'exercice 1937 un article 87^{bis} avec le libellé :

Produit de l'emprunt à réaliser en vue de l'agrandissement de la maison de santé d'Ettelbruck, autorisé par la loi du pour mémoire.

PROJET DE LOI

concernant

l'agrandissement de la maison de santé d'Ettenbeek.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

Le Gouvernement soumet à l'avis du Conseil d'Etat un projet de loi portant agrandissement de la maison de santé d'Ettenbeek. Le projet est soumis au Conseil d'Etat le 22 novembre 1933.

L'article unique du projet dispose que le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'agrandissement de la maison de santé d'Ettenbeek et qu'il est alloué au premier exercice de l'exercice 1934, au budget des dépenses de l'exercice 1934, la somme de 1.200.000 francs pour l'acquisition de terrains et pour les travaux de construction.

Le Conseil d'Etat observe que le projet de loi ne précise pas la destination des terrains à acquérir et ne précise pas les conditions de la construction de l'agrandissement. Le Conseil d'Etat rappelle que, d'après l'article 17 de la loi du 16 juillet 1933, le Conseil d'Etat doit être saisi de tout projet de loi portant sur l'agrandissement d'une maison de santé.

Le Conseil d'Etat propose de modifier le projet de loi en ajoutant les dispositions suivantes :

« L'Etat a acquis un terrain d'une superficie de 1 hectare 50 ares, sis à Ettenbeek, pour l'agrandissement de la maison de santé d'Ettenbeek. Les travaux de construction de l'agrandissement sont évalués à 1.200.000 francs. Le Conseil d'Etat est saisi de ce projet de loi. »

Le Président
[Signature]

Le Secrétaire
[Signature]

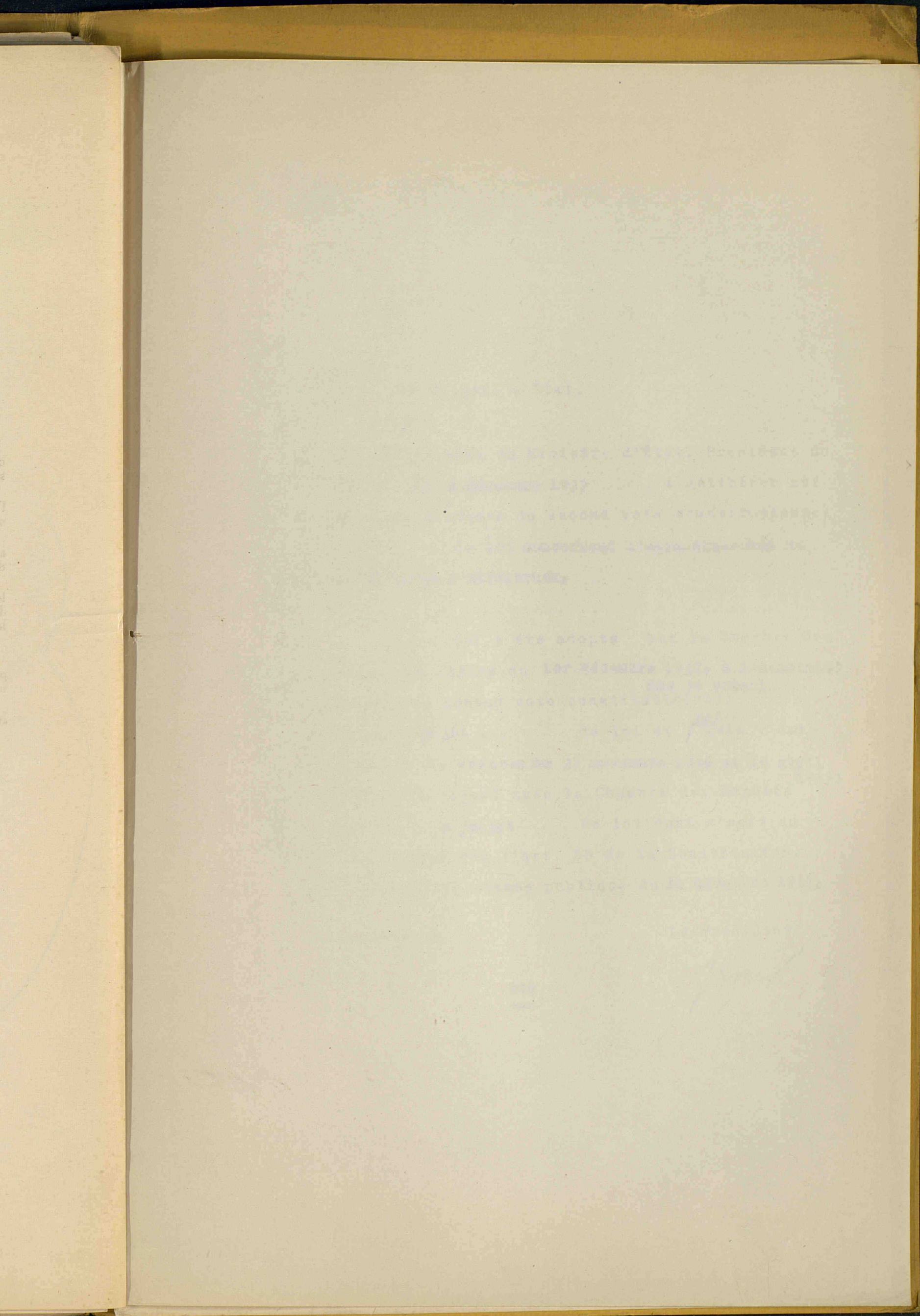
(Texte proposé par le Conseil d'Etat)

Art. 1er. — Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'agrandissement de la maison de santé d'Ettenbeek.

Le premier exercice de l'exercice 1934, au budget des dépenses de l'exercice 1934, la somme de 1.200.000 francs pour l'acquisition de terrains et pour les travaux de construction.

Art. 2. — Pour couvrir le déficit du budget de l'exercice 1934, le Gouvernement est autorisé à émettre un emprunt d'un montant de 1.200.000 francs.

Le Conseil d'Etat est saisi de ce projet de loi.



G
LU
CON

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.
—
CONSEIL D'ÉTAT.

58

Le Conseil d'État,

Appelé par dépêche du Ministre d'État, Président du
Gouvernement, du 6 décembre 1937, à délibérer sur
la question de dispense du second vote constitutionnel
du projet de loi concernant l'agrandissement de
la Maison de santé d'Ettelbruck,

qui a été adopté par la Chambre des
Députés dans sa séance du 1er décembre 1937, à l'unanimité
des 54 votants
et dispensé du second vote constitutionnel:

Vu le dit projet de loi et l'avis y émis
par le Conseil en séances du 27 novembre 1936 et 16 avril
1937;

Se déclare d'accord avec la Chambre des Députés
pour dispenser le projet de loi dont s'agit du
second vote prévu par l'art. 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 10 décembre 1937.

Le Secrétaire,

Le Président,

47

Mte

[Signature]

GRAND-DUCHÉ
LUXEMBOURG
CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'État,

Appelé par dépêche du Ministre d'État, Président du
Gouvernement, en séance du 15 décembre 1912, à délibérer sur
la question de dépense du second vote constitutionnel
de la loi relative à l'organisation administrative de
la région de la ville d'Esch-sur-Alzette.

Sur la proposition du Ministre d'État, Président du
Gouvernement, et après en avoir délibéré, le Conseil
a décidé, en séance du 15 décembre 1912, à l'unanimité
et après avoir entendu le rapport de son rapporteur,
M. le Ministre d'État, de voter la loi relative à
l'organisation administrative de la région de la ville
d'Esch-sur-Alzette, en séance du 15 décembre 1912, et
de décider, en séance du 15 décembre 1912, à l'unanimité,
que la loi relative à l'organisation administrative de la
région de la ville d'Esch-sur-Alzette, en séance du 15
décembre 1912, est adoptée.

Le Président,

Le Secrétaire,

M. le
Ministre



